



ORDRE DES
AVOCATS VALAISANS
WALLISER
ANWALTSVERBAND

Dent-Blanche 8
CP 2236
1950 Sion
T. 027 321 21 26
F. 027 321 21 27
www.oavs.ch

Service juridique et administratif
des institutions
à l'intention de M. Michel Perrin
Av. de la Gare 39
1951 Sion

Monthey, le 19 août 2008
HC / jd

Projets LOJ, LACPP, LACPC, LACCS, LAJ et LTar

Monsieur,

Pour faire suite à la séance d'hier de la Commission de justice au cours de laquelle le Conseil de l'Ordre des avocats valaisans a eu l'honneur d'être entendu, je vous confirme ci-après ses remarques concernant les projets traités :

- L'OAV a pris acte du fait que ses propositions concernant la création d'un conseil de la magistrature, le statut des greffiers, les compétences juridictionnelles des juges de commune et ses autres propositions de nature institutionnelle seraient examinées dans une prochaine réforme en profondeur du droit judiciaire; il compte que cette réforme soit mise en œuvre sans trop attendre après l'adoption des projets en cours.
- Concernant la suppression des compétences juridictionnelles des juges de commune, l'OAV pense toutefois qu'elle peut intervenir dans le cadre de la présente réforme. Même si la cause est de faible valeur litigieuse, le justiciable n'a rien à gagner à la faire trancher par un juge non professionnel, au terme d'un procès souvent chaotique, long et pas nécessairement moins coûteux que si la cause était tranchée par un juge de district.
- Les procédures d'ordonnances civiles prévues pour les causes traitées par les juges de commune et le Tribunal du travail n'accéléreront pas les procédures, au contraire. S'il suffit à la partie qui n'a pas gain de cause de simplement déclarer qu'elle s'oppose à l'ordonnance civile (et on peut présumer que ce sera le cas 99 fois sur 100), on aura perdu le temps du délai d'opposition.

Conseil de l'Ordre - Vorstand 2007-2009

Bâtonnier Président : Me Henri Carron - Monthey
Secrétaire-Caissier : Me Patrick Fontana

Vice-Bâtonnier Vize-Président : Me Pius Bumann
Membres : Me Frédéric Pitteloud – Me Damien Revaz

- Concernant le Tribunal du travail et le tribunal des baux, l'OAV confirme sa prise de position émise dans le cadre de la procédure de consultation des avant-projets du Conseil d'Etat, à savoir la nécessité que ces tribunaux soient présidés par un juge professionnel.
- Concernant les chambres pupillaires, et malgré le soutien dont elles ont bénéficié dans la procédure de consultation, l'OAV persiste à penser que les tâches qui leur seront dévolues seront mieux assumées par des juges professionnels spécialisés.
- Concernant l'élection et la surveillance du Ministère public et des procureurs, l'OAV est fermement partisan qu'elles relèvent du Grand Conseil et non du Tribunal cantonal, cela pour leur garantir, matériellement et psychologiquement, le maximum d'indépendance (à Genève, le procureur général est élu par le peuple, ce qui lui donne plus d'indépendance et de liberté d'action que s'il était élu par le Tribunal cantonal).
- Dans le détail, les principales remarques et propositions de l'OAV concernent les réformes de la LAJ et de la LTar, qui concernent directement ses membres. Par rapport aux avant-projets mis en consultation en décembre 2007, les projets dont est saisie en définitive la Commission de justice ont apporté de nombreuses améliorations, et l'OAV salue les modifications qui ont été faites. Dans le détail, il fait encore les propositions suivantes :
 - Les émoluments de justice (art. 15 LTar) devraient encore être réduits pour être alignés au moins sur la moyenne des cantons romands, voire au dessous.
 - Les dépens (art. 31ss et 35ss LTar) devraient être adaptés au moins à l'inflation intervenue depuis l'adoption de la loi du 14 mai 1998.
 - Dans toutes les causes autres que les causes civiles qui présentent une valeur litigieuse, le tarif avec fourchettes (par exemple art. 32 et 33 LTar) doit être remplacé par un tarif horaire, permettant d'éviter l'arbitraire dont les membres de l'OAV ont dû malheureusement trop souvent se plaindre depuis l'entrée en vigueur de la loi du 14 mai 1998.
 - Cette remarque vaut également et spécialement pour l'indemnité des conseils juridiques d'office (art. 29 LTar), qui doit être fixée non par rapport à un pourcentage de l'honoraire ordinaire, mais par rapport à un tarif horaire fixé dans la loi et indexé (Fr. 180.-- de l'heure au minimum). Subsidiairement, si un pourcentage devait être maintenu, celui-ci devrait être au moins à 90 %, et non de 70 % comme dans le projet (les médecins qui travaillent pour des patients au bénéfice de l'aide sociale ne doivent pas consentir un rabais de 30 % sur leurs honoraires, et il n'est pas normal d'exiger un tel rabais des avocats, d'autant plus que les prestations du conseil juridique d'office dépassent souvent celles énumérées par le Tarif – soutien moral, démarches extrajudiciaires, procédure d'assistance judiciaire elle-même, etc.).
 - La procédure d'octroi de l'assistance judiciaire et de désignation du conseil juridique d'office ne sont pas réglées par le projet. Il importe qu'elles le soient,

et qu'elles prévoient que les justiciables puissent demander l'assistance judiciaire sans devoir nécessairement passer par un avocat; le juge ou un bureau ad hoc devrait pouvoir statuer sur sa demande avant la désignation du conseil d'office; cette procédure devrait valoir également pour les procédures de recours, pour éviter les inconvenients majeurs dont le Conseil de l'ordre a parlé hier lors de sa rencontre avec la Commission de justice : il n'est pas normal qu'un avocat doive d'abord faire le travail, par exemple déposer un recours, et attendre le traitement de ce recours, sans pouvoir dans l'intervalle demander des provisions à son client (de toute façon insolvable), pour qu'on lui oppose, à la fin de la procédure, que sa démarche était d'emblée dénuée de chances de succès et qu'il ne recevra pas d'indemnité de conseil juridique d'office. Cette situation n'est pas normale et l'OAV tient à le répéter (cette situation n'est pas normale). Le résultat est que les avocats sollicités de défendre la cause d'un justiciable indigent refuseront, et ils n'ont pas d'autre choix tant que les injustices actuelles ne seront pas réparées, ce type de causes.

- Depuis le 14 mai 1998, l'OAV peut affirmer, sur la base de l'expérience unanime de ses membres, que les art. 26 al. 1 et 3 et 28 LTar n'ont reçu aucune application, sauf à la baisse. Ces dispositions contiennent de belles phrases que les tribunaux ignorent. C'est la raison pour laquelle l'OAV propose que, dans toute la mesure où cela est possible, les tarifs avec fourchettes soient remplacés par un tarif horaire (cf. ci-dessus).

L'OAV reste à la disposition de la Commission de justice et de votre Service pour toute réponse ou renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le bâtonnier : Henri Carron

Projet de législation d'application du nouveau droit judiciaire fédéral
Détermination des juges d'instruction pénale présentée à la Commission de justice

A la requête du coordinateur du DFIS, voici un commentaire des juges d'instruction sur quelques points importants du projet soumis avec le Message du Conseil d'État du 25 juin 2008. Pour l'essentiel, nous nous référons cependant à la prise de position officielle sur l'avant-projet adressée le 29 février 2008 au DFIS, dont certaines des propositions ont déjà été intégrées dans le projet.

1. Généralités

Bien que leur cahier des charges actuel diffère sensiblement, les juges d'instruction et les procureurs en fonction aujourd'hui se sont associés pour réfléchir à leur future cohabitation et la position de ces magistrats se révèle finalement très voisine, sous réserve de quelques appréhensions différentes des besoins en temps pour exécuter telle ou telle tâche, ce qui influe sur la projection des augmentations de charges (donc des besoins en effectifs), ou du choix de certaines solutions organisationnelles (compétence pour traiter les questions de for intercantonal). Dans l'ensemble, on peut donc dire que les juges d'instruction agréent le projet présenté.

Ils voient toutefois une lacune dans l'absence d'une analyse détaillée des inférences économiques, qu'il faut impérativement combler, en particulier en matière de personnel. Les gens de terrain sont d'avis que la première décision que doit prendre le pouvoir politique porte sur le choix du type de justice dont le Valais veut se doter. Il est notoire que notre canton a créé une instruction pénale à l'économie au départ, optant pour une *"solution qui, sur le plan financier, reste ... dans des limites tolérables et raisonnables"* (BSGC, 23.06.1987, p. 125). Il est tout aussi notoire que l'instruction pénale est encore et toujours sous-dotée, malgré les améliorations de ces dernières années, de sorte que la simple adjonction des forces de travail des six procureurs actuels ne suffira pas à la mettre à un niveau simplement correct. La comparaison avec les effectifs de tous les autres cantons parle d'elle-même. Dans la mesure où de nouvelles tâches lui sont attribuées dans la procédure unifiée (nCPP), il est illusoire d'espérer que le simple renfort de 4 unités juriste se révélera suffisant. Le législateur valaisan doit en effet avoir conscience qu'il ne va plus pouvoir choisir d'ingénieuses simplifications pour gagner en efficacité, comme la renonciation à l'obligation pour le juge d'entendre le prévenu avant l'ordonnance pénale ou la compétence de prononcer une peine jusqu'à deux ans, mais qu'il va désormais devoir se soumettre au "diktat" de la procédurale fédérale.

Partant de ces évidences, il faut avoir le courage de prendre une décision de principe : statu quo à la limite du minimum vital ou progrès par l'amélioration raisonnable des conditions de la vie judiciaire.

Allgemeine Bemerkungen

Die Einführung des neuen Strafprozessrechts setzt zunächst einen Grundsatzentscheid bezüglich der Stellung der zukünftigen Strafjustiz und der Mittel, die man ihr zusprechen will, voraus. Auf jeden Fall wird die vorgesehene Aufstockung mit 4 Juristeneinheiten kaum genügend sein, werden doch Vereinfachungen und Abkürzungen, wie sie heute nach dem kantonalen Recht noch möglich sind, mit dem neuen Recht nicht mehr vereinbart werden können.

2. Calendrier des opérations

Le calendrier actuel prévoit que la seconde lecture par le Grand Conseil va intervenir au printemps 2009. S'il n'y avait pas eu renvoi de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011, nous aurions quasiment eu une année de retard pour effectuer la transition, avec tout ce que cela aurait impliqué. Si l'on peut désormais envisager de faire le pas dans des conditions normales, cela ne signifie pas pour autant qu'on ait du temps en abondance. Les échéances doivent donc être tenues et, en particulier, les deux lectures doivent avoir lieu avant le renouvellement du Grand Conseil.

Ainsi, la simple petite révision de la Constitution (art. 39 al. 2 Cst VS) liée à la modification du processus d'élection des représentants du ministère public autres que les cinq premiers procureurs (art. 23 al. 4 et 24 al. 2 let. a P.LOJ) - tout le monde ne partage pas la vision de la présidente du TC quant à la possibilité de détourner cette exigence (Walliser Bote du 6.8.2008, p. 3) - prendra au moins 6 mois, ce qui nous mettra à fin 2009 quand le Grand Conseil nommera les futurs patrons de l'institution afin qu'ils s'attellent à la réception effective de la nouvelle organisation (voir ce qu'il en a été sur le plan du Ministère public de la Confédération).

Il faudra alors régler sans délai les questions de personnel, tâche à laquelle le procureur général et les quatre *leitende Staatsanwälte* doivent impérativement être associés, tout comme à la mise en place concrète de l'institution. Après cela, la préparation par le Ministère public et l'approbation par le Grand Conseil des règlements internes (art. 43 al. 3 P.LOJ) prendra également des mois, sans possibilité de faire l'économie de ce travail puisque lesdits règlements vont définir les principes d'organisation de la nouvelle institution et tiendront lieu de cahier des charges des procureurs ordinaires, des substituts et du personnel de chancellerie. Il n'y aura pas de trop du dernier semestre

2010 pour procéder au choix des collaborateurs appelés à fonctionner au 1^{er} janvier 2011 - en plus de l'engagement de forces neuves pour faire face aux tâches nouvelles, il faudra en outre prévoir les renforts nécessaires durant la phase de transition - et les former. Et c'est sans compter toutes les décisions logistiques, notamment en matière d'informatique et de locaux, qui ne sont pas une sinécure.

En d'autres termes, si les décisions de principe ne sont pas tombées avant mai 2009, la révision risque fort de ne pas être achevée à temps pour que la nouvelle organisation soit effectivement opérationnelle à fin 2010.

Zeitplan

Der offizielle Zeitplan sieht die zweite Lesung durch den Grossen Rat im Frühjahr 2009 vor. Ohne die zwischenzeitlich angekündigte Verschiebung der Einführung der vereinheitlichten Prozessordnung um ein Jahr auf den 1. Januar 2011 wäre die termingerechte Einführung der neuen Organisation nicht erreichbar gewesen. Denn insbesondere die Auswahl und Ernennung des zukünftigen Personals und die Bereitstellung der neuen Organisation mit ihrer ganzen Infrastruktur sind zeitintensive Verfahren, so dass es auch jetzt gilt, keine zusätzliche Zeit zu verlieren.

3. Indépendance

La grande majorité des avis fournis durant la consultation va dans le sens d'une indépendance marquée entre le ministère public et les juges de siège. C'est d'ailleurs cette solution qui a été choisie dans la plupart des systèmes cantonaux voisins, ce qui ne doit rien au hasard (cf. l'analyse fouillée effectuée dans le canton de Vaud, en particulier "Exposé des motifs", ch. 2.11.2.2 p. 12 à 21). Ils s'agit de relever que, outre le "contrôle" que le procureur exerce *de facto* sur le juge de district et le Tribunal cantonal par le fait qu'il peut recourir contre leurs décisions, le procureur va jouer dans la phase des débats le rôle d'avocat de la collectivité - aux côtés d'avocats défendant les intérêts de la victime ou du prévenu (cf. art. 19 al. 1 P. LACPP) -, ce qui fait de lui une partie indépendante dont on voit mal qu'elle puisse être subordonnée aux juges, même du simple point de vue des apparences.

L'argumentaire présenté par la représentante du Tribunal cantonal dans son plaidoyer *pro domo* (Walliser Bote du 6.8.2008) - une telle médiatisation ne manque pas de surprendre - est assez peu convaincant. Oser prétendre, en faisant allusion aux difficultés rencontrées ces dernières années dans la gestion de l'instruction pénale, qu'on

ne doit pas mettre sur pied une organisation à deux têtes *"die sich offensichtlich nicht bewährt hat"*, c'est passer sous silence que le problème est né du fait que les devoirs et obligations du Tribunal cantonal par rapport au juge d'instruction cantonal n'avaient pas été clairement définis - ce qui ne sera plus le cas du futur ministère public - et que cela ne permettait pas à la Haute Cour cantonale d'agir à sa guise, notamment en matière de réglementation du fonctionnement d'une institution, qui lui est au demeurant étrangère, ou de répartition des forces de travail. La démonstration de cet état d'esprit est d'ailleurs fournie par le Tribunal cantonal lui-même dans son Message accompagnant le ROT l'automne dernier, où il définit sa manière de dialoguer avec ses partenaires œuvrant dans la justice de la manière suivante : *"Il est ainsi évident qu'en cas de divergence entre les points de vue, celui du Tribunal cantonal fera désormais autorité dans tous les cas"* (ch. I.b). Cela étant précisé et même s'il n'est plus possible de revenir en arrière, mon expérience me ferait plutôt dire que le parlement aurait été bien inspiré d'augmenter les pouvoirs du JIC pour qu'il puisse conduire ses troupes de manière plus autonome.

Les "autorités judiciaires" du chapitre 2.2 P.LOJ (art. 8 à 14) n'englobent pas les procureurs dont l'organisation est traitée séparément, au chapitre 5 (art. 23 et 24). Les opposants à l'indépendance du ministère public ne sont pas conséquents dans leur raisonnement qui part, implicitement en tout cas, de l'argument que les deux institutions font effectivement partie de la même famille. S'ils l'avaient été, ils auraient dû argumenter en faveur d'une intégration du ministère public dans les corps judiciaires administrant la justice en matière pénale (art. 6 P. LOJ), ce qu'ils se sont gardé de faire. C'est une forme de reconnaissance de la différence entre les deux institutions, partant un argument de poids en faveur de l'indépendance.

Pour le surplus, les juges d'instruction se contentent de renvoyer à la détermination circonstanciée des procureurs sur cette question.

Unabhängigkeit

Die grosse Mehrheit der eingegangenen Stellungnahmen im Vernehmlassungsverfahren sprechen sich für eine Unabhängigkeit zwischen der Staatsanwaltschaft und den Sitzrichtern aus. Diese Lösung, die auch die meisten anderen Kantone vorsehen, ist denn auch die einzig vernünftige, denn man kann sich schwer vorstellen, wie die Staatsanwälte ihre Kontrollfunktion betreffend Einhaltung des Strafrechts gebührend wahrnehmen könnten, wenn sie gleichzeitig den Richtern unterstellt wären.

4. Mode de nomination

a) Procureur général et premiers procureurs.

L'un des motifs qui pousse le Tribunal cantonal à s'opposer à l'indépendance du ministère public est le fait que, si les procureurs ne sont plus nommés par lui, ils ne lui seront plus subordonnés. Il perdra donc de son pouvoir, y compris sur le plan administratif et économique, et ne pourra plus imposer sa volonté envers et contre tous ceux qui ne partageraient pas son point de vue.

De façon étonnante pour la plupart des juristes, dans sa détermination sur l'avant-projet présentée de manière quasi officielle via le Walliser Bote du 6 août dernier, le Tribunal cantonal déclare que la compétence constitutionnellement attribuée au Grand Conseil d'élire le ministère public n'est pas vraiment un empêchement à une nomination des procureurs par ses soins, puisque le cahier des charges des futurs procureurs correspondra pour 90% à ce qu'accomplissent aujourd'hui les 14 juges d'instruction hiérarchiquement soumis à son autorité et pour 10% seulement à l'activité fournie par les 6 procureurs rattachés aux autres pouvoirs (art. 15 al. 8 et 9 LOJ). Il ne fait aucun doute que l'instruction pénale représente clairement la part la plus importante de l'activité des procureurs en 2011. Cela étant, la proportion indiquée relève de l'exagération, même si l'on tient compte du fait que la situation des procureurs actuels est plus confortable que celle des juges d'instruction. Dans la mesure où le Tribunal cantonal pense vraiment que le rapport de 9 à 1 du volume de travail comparé est exact, on voit mal ce qui l'a empêché jusqu'ici de renforcer toutes affaires cessantes l'instruction pénale, puisque cela est en son pouvoir - et même de son devoir en sa qualité de pourvoyeur équitable des forces de travail -, sans pour autant aller jusqu'aux 54 unités-juriste que justifierait un simple raisonnement arithmétique !

Toujours est-il que, de l'avis unanime des juges d'instruction, l'indépendance du ministère public doit être consacrée avec pour conséquence que, dans le respect de l'art. 39 al. 2 CstVS, le Grand Conseil élit les cinq premiers procureurs et que le collège formé par ces magistrats supérieurs est déclaré compétent pour nommer les autres procureurs, les substituts, les greffiers ainsi que le personnel de chancellerie. Compte tenu des fonctions dirigeantes (tant sur le plan administratif que juridictionnel), il est parfaitement logique de marquer la différence dans le cahier des charges et le processus de désignation, ce qui a au surplus le mérite de la cohérence, puisqu'il y aura parallélisme avec l'organisation de la justice de siège (juges cantonaux et juges de district).

b) Autres procureurs et substituts.

On peut douter du bienfondé d'une appellation systématique de substitut pour tous les collègues des premiers procureurs, comme le prévoit l'art. 24 P.LOJ, qui a supprimé la catégorie des procureurs "ordinaires" (art. 28 AP.LOJ). On peut relever au passage que cela ne manquerait pas de poser un difficile problème de droits acquis.

La fonction de substitut devrait être réservée à des magistrats ne disposant pas d'une grande expérience, dont le cahier des charges serait moins étendu, les éventuelles limitations étant fixées par règlement interne. On trouverait ensuite les greffiers, dotés de certaines compétences juridictionnelles (analogie avec l'art. 8 al. 4 LOJ). Cela présenterait un intérêt certain non seulement en favorisant le cursus judiciaire, mais aussi sur le plan économique (cf. système de rémunération proposé dans la motion 1.115 Addor/Gabbud du 7.11.2006).

c) Conseil de la magistrature.

Le Conseil de la magistrature est une institution bien perçue dans les cantons où elle a été mise en place (p. ex. Fribourg et Genève). On peut regretter que cette solution n'ait pas été analysée par les concepteurs du projet, d'autant qu'elle pourrait exercer son activité dans tous les domaines de la justice.

L'analyse des avantages et inconvénients de cette institution prendra du temps. Dès lors, le bon sens commande de s'atteler à cette évaluation sans attendre, mais de renvoyer l'exécution du projet à la révision globale qui devra se faire dans les cinq ans, si l'on suit le raisonnement des auteurs du Message (ad art. 23-24 P.LOJ p. 8).

Wahlverfahren

a) Generalstaatsanwalt und leitende Staatsanwälte

In Nachachtung von Art. 39 Abs. 2 KV hat der Grosse Rat den Generalstaatsanwalt und die leitenden Staatsanwälte zu wählen. Diesem Kollegium steht es dann zu, die anderen Amtsträger und Mitarbeiter zu ernennen (weitere Staatsanwälte, Stellvertreter, Gerichtsschreiber und Kanzleipersonal).

b) Andere Staatsanwälte und Stellvertreter

Alle übrigen Staatsanwälte sollen gemäss Art. 24 E GGB lediglich einen Stellvertretungsstatus innehaben, obwohl sie im Hauptamt und in voller Eigenverantwortung sämtliche Aufgaben wahrnehmen werden, welche die vereinheitlichte Strafprozessordnung ihnen

zuweist. Die Stellvertretungsfunktion sollte vielmehr solchen Magistraten vorbehalten werden, die über wenig Erfahrung verfügen und deren Kompetenzen nicht umfassend sind. Dies ist im Hinblick auf die Justizlaufbahn interessant und bringt ausserdem finanzielle Vorteile.

c) Justizrat

Die Institution des Justizrates, die in einigen Kantonen wie Genf oder Fribourg eingeführt worden ist, hat sich dort bestens bewährt. Bedauerlicherweise wurde diese Option durch die Walliser Projektverfasser überhaupt nicht in Betracht gezogen. Nachdem dahingehende Überlegungen bislang überhaupt nicht angestellt worden sind, ist an eine Einführung mittelfristig zu denken.

5. Aspects économiques

a) Personnel.

Le projet n'aborde que très incidemment les questions économiques (Message, p. 62-63). Même si l'on peut admettre que nombre de questions pratiques trouveront leur solution dans les règlements internes et qu'il est difficile d'être précis quand les données de base ne sont pas toutes connues (classes, nombre de postes supplémentaires, principe du défraiement des permanences, mise à niveau des conditions des juges et procureurs actuels, âge de la retraite), on ne peut se contenter de finaliser en passant les incidences dans les propositions de modification de la Loi fixant le traitement des autorités judiciaires, d'autant que, faute d'explications, on ne comprend pas sur quelles bases reposent les choix (P.LACPP, p. 16). Il faut donc impérativement reprendre l'analyse afin de régler tout ce qui n'est pas clair et ne pas se contenter de réserver une évaluation plus détaillée pour on ne sait trop quand (Message, p. 652, H.1).

A l'instar des juges d'instruction actuels, les futurs procureurs auront des permanences à assurer. Un premier sujet d'étonnement réside dans le fait que le défraiement des *Hafttrichter* pour leurs interventions en dehors des horaires usuels de la fonction publique a été pris en compte, mais qu'il n'en est rien pour les procureurs (art. 6 et 12bis du P.Loi fixant le traitement des autorités judiciaires, sous P.LACPP, p. 16). Pourtant, tout le monde s'accorde à dire que la charge de l'instruction est la plus lourde à porter, que ce soit en raison des responsabilités ou des horaires liés à l'obligation d'accomplir certains actes en urgence. On peine donc à comprendre ce qui conduit l'auteur du projet à ne pas calquer au moins les traitements des procureurs sur ceux des juges de siège. Sur cette base, le procureur général aurait la même situation que le président du Tribunal cantonal, les premiers procureurs seraient sur le même pied que

les juges cantonaux, les procureurs ordinaires seraient au rang des juges de district, les substituts seraient assimilés à des greffiers I dotés de compétences de juge suppléant et les collaborateurs juridiques à des greffiers classiques.

En d'autres termes, est-il objectivement justifié que le juge d'instruction d'aujourd'hui qui le restera dans toute la première phase de son activité de procureur 2011, qui passe pour le magistrat le plus exposé et celui dont la responsabilité est humainement la plus lourde parmi tous les serviteurs de la justice, soit celui dont le traitement est le moins élevé, toutes proportions gardées ?

En tout état de cause, il faut sérieusement réviser les propositions de modification de la Loi fixant le traitement des autorités judiciaires (art. 2, 3, 6, 10 P.LACPP, p. 16), les décisions à prendre relevant toutefois du politique, qui ne peut se contenter de renvoyer la réflexion à plus tard, notamment à l'estimation envisagée dans le cadre des propositions concrètes de fixation des unités-juriste (Message, p. 62).

b) Autres frais

Les réactions très "carrées" des communes appelées à fournir des prestations parce qu'une autorité judiciaire y siège, montrent qu'il est impératif de parvenir à un accord sur cette question et à bref délai. La position très arrêtée du Conseil d'Etat qui entend imposer son point de vue de manière assez unilatérale (art. 38 P. LOJ) mériterait d'être plus nuancée et la solution devrait au moins être le fruit d'une discussion ouverte. Sans compter que l'équité semble commander une forme de répartition des coûts sur toutes les communes de l'arrondissement.

Dans le même ordre d'idée, le passage du système actuel au nCPP va occasionner des frais relativement importants, le Message les évaluant à un million de frais sans dire dans quel budget cela figurera. Il est nécessaire que l'on définisse les règles permettant d'engager concrètement les moyens (qui, quoi, quand) et ce, sans tarder, puisque les premières dépenses devraient être engagées avant la fin de cette année.

Wirtschaftliche Aspekte

a) Personal

Der Entwurf regelt wirtschaftliche Fragen nur sehr oberflächlich. Es ist unabdingbar, dass diese Probleme (Lohneinstufungen, Anzahl der zusätzlichen Stellen, Entschädigungsfolgen des Bereitschaftsdienstes, Angleichung der Anstellungsmodalitäten der Staatsanwälte und

Richter, Rentenalter) und deren Kostenfolgen eingehender analysiert und geregelt werden müssen.

b) Weitere Ausgaben

Die Reaktionen einzelner Gemeinden, die Justizbehörden beherbergen, hinsichtlich der anstehenden Auslagen im Zusammenhand mit dieser Vorlage zeigen, dass hier unbedingt eine rasche Lösung gefunden werden muss.

6. Spécialisation

a) Office central

Le Message ne fournit aucune explication permettant de comprendre pourquoi on s'est écarté de l'avant-projet qui consacrait le système mis en place depuis 2002 et reprenait simplement le cahier des charges de l'actuel Office central (art. 11 al. 1 let. a, b, c LOJ). Cela valait non seulement pour le traitement des grosses affaires, mais également pour l'entraide judiciaire (internationale autant qu'intercantonale) et la gestion des conflits de for intercantonal. Outre l'avantage d'un traitement uniforme de ces matières, la spécialisation permet de gagner en efficacité, que ce soit par la maîtrise des dispositions applicables et des pratiques d'autres cantons ou pays, voire la connaissance des interlocuteurs qui traitent ces problèmes au sein des autres autorités. Le canton de Vaud, dont le Valais s'était inspiré, a maintenu cette organisation qui a fait ses preuves. Le juge d'instruction cantonal étant le responsable de ces domaines paraît d'évidence le meilleur juge de l'efficacité du système. Or, pour lui, il ne fait aucun doute que l'expérience s'est révélée à l'usage très concluante. On se perd donc en conjectures quand on lit dans le Message (p. 12, art. 7 P.LACPP) que l'entraide intercantonale et la liquidation des conflits de for doivent être traitées au sein des offices régionaux, *"la solution de la centralisation qui prévaut actuellement ne s'étant pas avérée rationnelle"*. Comment peut-on affirmer une telle chose sans l'ombre d'une argumentation sérieuse et contre l'avis des juges de l'office central - et du JIC particulier - qui sont les seuls à avoir traité ces questions depuis 2002 ?

De fait, la spécialisation est une excellente chose et constitue un progrès véritable : le domaine du for en particulier est délicat et l'expérience y est aussi précieuse que les contacts y sont utiles. En conséquence, l'art. 7 P.LACPP doit revenir à la formulation de l'avant-projet et, en conséquence, attribuer à l'office central la compétence

- a) **pour les affaires importantes, notamment de criminalité économique, de stupéfiants et de crime organisé;**
- b) **en matière d'entraide;**
- c) **en matière de conflits de for**

b) Justice des mineurs

Les options définitives n'étant pas encore arrêtées, il est impossible de définir l'étendue et les formes de l'intervention du procureur dans les procédures contre les mineurs, dont on sait simplement qu'elle sera sensiblement plus importante qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. Comme il n'apparaît pas judicieux de créer un MP autonome pour les mineurs, cette activité sera intégrée dans les trois offices régionaux dans lesquels au moins un procureur sera spécialisé et, à ce titre, formé à cette matière qui exige une approche différente de celle qui prévaut dans le droit des adultes.

Die Spezialaufgaben

a) Zentrales Amt

Was die Zuständigkeit des zentralen Amtes betrifft, so ist auf die ursprüngliche Fassung des Vorentwurfes zurückzukommen, der diejenigen Aufgaben vorsah, die bereits seit 2002 vom Amt des kantonalen Untersuchungsrichters wahrgenommen worden waren und sich bestens bewährt haben, nämlich

- a) **Fälle von schwerer Wirtschafts- und Drogenkriminalität sowie des organisierten Verbrechens,**
- b) **Rechtshilfeverfahren sowie**
- c) **Gerichtsstandsstreitigkeiten.**

b) Jugendstraferichtbarkeit

Da die definitive Ausgestaltung des Jugendstrafrechts noch nicht feststeht, ist es schwierig abzuschätzen, in welcher Art die Staatsanwälte hier inskünftig in Erscheinung treten werden. Da es jedoch nicht vernünftig ist, eine spezialisierte Staatsanwaltschaft hierfür zu errichten, werden diese Aufgaben den regionalen Staatsanwaltschaften zufallen, trotz den Unterschieden zwischen Erwachsenen- und Jugendstrafrecht.

7. Divers

a) Intervention des avocats

L'extension des droits de la défense se concrétise notamment par la possibilité qu'un *"avocat de la première heure"* assiste à l'interrogatoire devant la police (art. 159 al. 1

nCPP). Si l'art. 22 P.LACPP règle la question, il faudrait à tout le moins préciser dans le message que le ministère public appartient de droit à l'autorité de surveillance des avocats, voire même qu'il la dirige, tant il est vrai que c'est en matière pénale que la plupart des comportements sujets à caution se font jour.

On peut en outre se demander s'il ne convient pas de préciser les conséquences d'une absence de collaboration de l'avocat dans les premières phases de l'action publique (cf. p. ex. le refus d'ajourner une séance: Message CH, p. 1174).

b) Information

L'expérience des autorités judiciaires montre que, l'obligation de réserve s'oppose assez systématiquement à la volonté de communiquer. Le projet de Loi sur l'information (entrée en matière le 10.6.2008) n'aborde malheureusement pas ce problème. Diverses propositions avaient pourtant été faites aux responsables de l'avant-projet dans le cadre de la procédure de consultation (lettre du 29.09.2004 du JIC à M. Michel Clavien, du Service de l'information). Faute de disposition expresse, le danger est bien réel que, même si un juge d'instruction veut simplement prévenir ou corriger des informations erronées, il ne puisse le faire de manière efficace sans violer objectivement son secret de fonction, ce qui risque de lui valoir une poursuite pénale pour infraction à l'art. 320 CP (arrêt de la Chambre pénale du TC du 08.09.2003, D.M. c/ J.P. ; ATF du 09.03.2004 in SJ 2004 I 428). Avec pour effet d'ouvrir la porte au procédé souvent dilatoire de la demande de récusation, au motif que les communiqués des juges constituent « *des circonstances de nature à faire suspecter leur impartialité* ».

Il faut donc trouver le moyen de concilier secret et communication en permettant au magistrat d'accomplir son travail d'enquêteur neutre tout en remplissant son obligation d'informateur, ce qui va bien plus loin que le concept d'information envisagé à l'art. 36 P.LOJ pour les juges de siège. Mais il faut aussi garder à l'esprit que le problème de la communication n'est pas du tout le même au stade de l'instruction, où le secret de l'enquête est la règle, et dans la phase de jugement, où le principe de la publicité des débats prévaut.

En conclusion, les magistrats en charge de l'instruction sont d'avis que, à défaut d'introduire dans la loi sur l'information les dispositions qui réglementeraient leur devoir d'information, on devrait le faire par le biais de dispositions spécifiques de la LOJ voire de la LACPP.

c) Place de la police

L'art. 41 P.LOJ permet non seulement au ministère public mais également aux autorités judiciaires de requérir les services de la police. On peut se demander si cette disposition très (trop) générale ne mériterait pas d'être à tout le moins précisée.

La procédure unifiée laisse les cantons libres de définir leur organisation. S'il n'y a pas de raison d'intégrer la police dans le ministère public (à l'instar de Bâle-Ville), on se doit d'aller plus loin que la disposition de l'art. 4 P.LACPP et, notamment, de définir la surveillance du procureur sur le policier ou l'étendue des délégations du premier au second (art. 15 al. 2, 142 al. 2, 198 al. 2, 217, 219 al. 5, 241 al. 3 et 4, 307 al. 1 et 2, 311 et 312 nCPP).

Il ne faut en effet pas perdre de vue que la nouvelle procédure tend plutôt à imposer au procureur de recueillir lui-même les preuves, en tout cas dans les affaires d'importance (art. 311 et 312 nCPP; Message CH, p. 1248), ce qui va provoquer *"une limitation de l'autonomie de la police dans l'exercice de son activité d'investigation"* (Message CH, p. 1244 et 1248). Il faudrait en tout cas prévoir de manière expresse (p.ex. à l'art. 35 P.LACCP) que la police peut en tout état de cause procéder à l'audition des témoins.

d) Formation

Il n'y a pas en Suisse d'école de la magistrature institutionnalisée, de sorte que la formation d'un magistrat se fait le plus souvent "sur le tas", en profitant quand cela peut se faire de l'expérience du cursus judiciaire. Les autorités de poursuite pénale ont cherché à pallier ce manque avec les moyens du bord et une formation est donnée dans le cadre de l'Ecole romande de la magistrature pénale récemment créée à Neuchâtel, qui propose notamment un cours postgrade pour magistrats.

Une bonne initiative serait de prévoir des dispositions sur la formation continue dans la LOJ et cela paraît plus efficace que de laisser le soin au Procureur général et au Tribunal cantonal d'édicter leurs règlements en la matière. Cela institutionnaliserait alors le principe imposant à tout magistrat de poursuivre sa formation durant toute sa vie active, ce qui aurait pour effet d'améliorer la qualité de ses prestations.

e) Postes administratifs communs

Contrairement à ce que laisse entendre la présidente du Tribunal cantonal dans le Walliser Bote, un secrétaire général peut très bien travailler pour deux maîtres, tant il est vrai qu'il n'y a pas de fatalité que les deux "*Entscheidungsträger [nicht] einig sind*". Pour cela, il faut simplement que les deux "employeurs" se conduisent en responsables soucieux du bien de la justice et non en roitelets uniquement préoccupés de leurs prérogatives. Et, mutatis mutandis, cela vaut pour d'autres fonctions à caractère général (informaticien, bibliothécaire, huissier), ce qui permettrait de conjuguer volonté de synergie et souci de faire des économies.

f) Tarif des frais de justice

Même si la justice ne doit pas obéir à des règles de pure rentabilité, il ne faut pas non plus sous-évaluer ostensiblement le coût des prestations qu'elle offre.

Ainsi, faut-il augmenter à 3'000 fr. au moins les émoluments de la Chambre pénale du Tribunal cantonal (art. 21 let. g P.LTAR), ce qui serait au surplus une manière de lui donner les moyens de lutter contre les procédures dilatoires.

Dans le même ordre d'idées, il arrive plusieurs fois dans l'année que la police doive consacrer plusieurs dizaines voire centaines d'heures à une affaire. Un émolument limité à 1'000 fr. apparaît dès lors ridicule, ce qui amène à porter le maximum à 5'000 fr. au moins (art. 9 al. 1 let. b 8 L.TAR).

Verschiedenes

a) Die Rolle der Anwälte

Die neue vereinheitlichte Prozessordnung bringt eine Erweiterung der Verteidigungsrechte mit sich, namentlich den Anwalt der ersten Stunde. In dieser Hinsicht bleibt noch einiges mit dem Anwaltsverband zu regeln, namentlich die unumgängliche Errichtung einer Bereitschaftsorganisation der Verteidiger.

b) Stellung der Polizei

Es ist unabdinglich, die Stellung der Polizei und ihre Zuständigkeiten genauer zu regeln, bspw. hinsichtlich von Zeugenbefragungen.

c) Information

Weil explizite Bestimmungen betreffend die Information in Strafsachen im Gesetz über die Information der Öffentlichkeit nicht vorgesehen wurden, obwohl solche Sachen für die Medien allzu oft von grossem Interesse sind, ist dies im GGB nachzuholen.

d) Ausbildung

Angesichts der Wichtigkeit, welche die Weiterbildung insbesondere für die Qualität der Justiz einnimmt, wäre es angebracht, deren Grundsätze im GGB zu regeln, namentlich die Verpflichtung der Magistraten zu einer regelmässigen Weiterbildung.

e) Gemeinsame administrative Stellen

Die Errichtung eines gemeinsamen Generalsekretariates ist nicht ausgeschlossen, allerdings müssen die beiden das gemeinsame Wohl der beiden Institutionen in den Vordergrund stellen und nicht ihre Partikulärinteressen.

Sion, le 18 août 2008 - JPI



An die Mitglieder der
Justizkommission des Grossen Rates
Herrn Präs. RA Charles-André
Bagnoud
Grand-Pont 4
1950 Sion

Sitten, 18. Juli 2008

Durch Überbringer

Einführung der Anwendungsgesetzgebung für die Schweizerische Strafprozessordnung

Sehr geehrter Herr Präsident,
Sehr geehrte Mitglieder der Kommission

Ich habe die Ehre, Ihnen einige kurze Überlegungen der Staatsanwaltschaft zu den Revisionsentwürfen über die Gerichtsorganisation zuzustellen, die durch das Inkrafttreten der neuen Schweizerischen Strafprozessordnung am 1. Januar 2011 nötig werden.

In der Phase der Vernehmlassung haben die Mitglieder der Staatsanwaltschaft einstimmig und ohne grössere Vorbehalte den Vorentwurf des Staatsrates, soweit er die künftige Tätigkeit der Staatsanwälte betrifft, begrüsst. Wir haben uns auch den Begründungen angeschlossen, die der Staatsrat in seiner Botschaft vom 25. Juni 2008 gegeben hat.

Aus diesen Gründen und zur Vereinfachung beschränken sich die hier formulierten Bemerkungen darauf, die Position der Staatsanwaltschaft im zentralen Punkt darzulegen, dem der Aufrechterhaltung ihrer Unabhängigkeit, die vom Kantonsgericht bestritten wird.

Dieses Prinzip, das in Art. 23 Abs. 1 des Entwurfs des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft verankert ist, ist nicht nur innerhalb unserer Institution diskutiert worden, sondern auch mit den Untersuchungsrichtern, die mit den Staatsanwälten fusionieren werden. Die Antworten erhielten auch die einstimmige Zustimmung in diesem erweiterten Rahmen.

Das Memorandum umfasst zudem drei weitere Bemerkungen in Einzelfragen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Kommissionsmitglieder, die Versicherung meiner vorzüglichen Hochachtung.

Jean-Pierre Gross
Generalstaatsanwalt



Memorandum zuhanden der Justizkommission des Grossen Rates
zum Entwurf des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und die
Organisation der Staatsanwaltschaft

Was ist die Staatsanwaltschaft ?

Nach der Definition des Europarates ist die Staatsanwaltschaft (das öffentliche Amt) die Behörde, welche damit betraut ist, im Namen der Gesellschaft und im öffentlichen Interesse die Anwendung der Strafgesetze zu überwachen, indem sie einerseits die Grundrechte beachtet und andererseits für die nötige Effizienz der Strafverfolgung sorgt.

Die Staatsanwaltschaft wird oft dargestellt als Schnittstelle zwischen der gesetzgebenden und ausführenden Gewalt und den unabhängigen Richtern. Sie hat effektiv ein Doppelstatut: sie ist wie eine Verwaltungseinheit organisiert, sie ist aber aufgrund ihrer Funktion in der Strafuntersuchung auch von Gesichtspunkten der Justiz durchdrungen.

Es ist gerade diese Verflechtung der Tätigkeiten der Richter und der Staatsanwälte, welche die Gefahr gegenseitiger Einflussnahme schafft und daher die Unabhängigkeit der beiden Institutionen verlangt. Die Staatsanwälte sind gehalten, die Unabhängigkeit und Unparteilichkeit der Richter zu respektieren, wie die Richter die Unabhängigkeit und die Entscheidungsfreiheit der Staatsanwälte zu beachten haben.

Die Situation im Wallis, in anderen Kantonen und in Europa

Seit der Einführung der Staatsanwaltschaft in ihrer modernen Form ist diese im Wallis von der Exekutive und der Legislative unabhängig. Dieses Prinzip wurde vom Grossen Rat in der Sitzung vom 4. Juli 1961, als die Institution geschaffen wurde, verankert.¹ Noch heute erstattet der Generalstaatsanwalt über die Tätigkeit der Institution jährlich direkt dem Grossen Rat Bericht.

Mit Ausnahme von Zug scheint kein Kanton ein System einzuführen, das die Untersuchungs- und Anklagebehörde der Justiz unterstellt. Alle Kantone haben im Gegenteil ihr Bestreben bekräftigt, die strafverfolgenden und die urteilenden Behörden zu trennen. Sie haben dabei den Willen des Bundesgesetzgebers respektiert, der in den Art. 12 und 13 der einzuführenden Strafprozessordnung manifestiert wird. Ein Grossteil der kantonalen Gesetzgeber² hat sich für eine moderne Lösung entschieden: die Schaffung eines Conseil de la magistrature (eines Magistratsrates), einer Kommission, die Vertreter aller beteiligten Kreise umfasst, einschliesslich der Institutionen, und die mit der administrativen Aufsicht über die Gesamtheit der staatlichen Justiztätigkeit betraut ist.

Auf Bundesebene haben kürzliche, in den Medien dargestellte Vorkommnisse die Schwächen eines Systems aufgezeigt, in dem die Überwachung der Staatsanwaltschaft gemeinschaftlich durch eine Verwaltungs- und eine Justizbehörde erfolgt.

¹ Memorial des Grossen Rates, verlängerte Maisession 1961, S. 26, 27.

² In der lateinischen Schweiz: TI, GE FR und NE.

In Europa gibt es unseres Wissens kein Land oder internationale Justizorganisation, bei der die Staatsanwaltschaft einem Justizorgan unterstellt wird, etwa einem höheren Gericht. Es wurden Modelle gewählt zwischen der vollständigen Unabhängigkeit mit einem Conseil de la magistrature (Italien) und der Unterordnung unter die Exekutive (Frankreich).

Einige Überlegungen bzw. Argumente betreffend die Wahl des Status

Selbst wenn die Staatsanwaltschaft als Teil der Justiz betrachtet werden sollte – was nicht der Fall ist –, wäre die Angst, die Justiz zweizuteilen, unbegründet.

Das Bundesgericht hat von den Kantonen, vorab von unserem, in der zweiten Hälfte der achtziger Jahre eine Trennung der Funktionen des untersuchenden und des urteilenden Richters verlangt, was seit 1988 Realität ist. Es wurde uns sogar gesagt, dass der Anschein der Unbefangenheit gleiche Bedeutung hat wie die Unbefangenheit selber. Was müsste man vom Anschein einer Staatsanwaltschaft halten, die Prozesspartei ist, aber der gleichen Behörde unterstellt wäre, die den Fall zu entscheiden hat?

Der künftige Staatsanwalt wird die Aufgaben der Untersuchung und der Anklage kumulieren. Bereits im jetzigen System beteiligt sich die Staatsanwaltschaft aktiv an der Untersuchung, gestützt auf die breiten Befugnisse, welche ihm die Strafprozessordnung überträgt. Die Anklagekompetenz steht allein ihr zu.

Die Ausübung der neuen Entscheidkompetenzen, die den Staatsanwälten in der Untersuchung übertragen werden, wird einer Justizkontrolle unterstellt (Zwangsmassnahmegericht, Beschwerdeinstanz), wie dies das Bundesrecht verlangt.

Wie der jetzige, wird auch der künftige Staatsanwalt Partei in der zweiten Phase des Strafprozesses sein, in jener der Urteilsfällung, die ihn häufig vor das Kantonsgericht führen wird. Diese Parteirolle wird verstärkt durch die Tatsache, dass er die Strafsache untersucht hat und dass er „sein“ Dossier überweist und verteidigt. In dieser Phase muss er über vollständige Aktionsfreiheit verfügen, einzig in den Grenzen, die ihm das Gesetz auferlegt. Er muss die Urteile der kantonalen Instanz, die ihn nicht überzeugen, in voller gedanklicher Freiheit und ohne Hintergedanken dem Bundesgericht vorlegen können.

Nun aber umfasst die Kompetenz zur administrativen Überwachung auch die Befugnis, zu unterwerfen und im Bedarfsfall zu entlassen, also notwendigerweise auch, zu ernennen, eine Karriere zu ermöglichen oder zu beenden. Wie könnte in diesen Umständen gegenüber dem Bürger der Eindruck eines heimlichen Einverständnisses zwischen Staatsanwaltschaft und Justiz aufgelöst werden?

Diesbezüglich ist es nicht an der Staatsanwaltschaft – sondern am Gesetzgeber –, Art. 39 Abs. 2 der Verfassung zu interpretieren. Wenn sich diese Bestimmung auf den Begriff Staatsanwaltschaft anwenden lässt, kann sie nicht im Handumdrehen aus der Verfassung verschwinden. Für den Rest genügt es, sie zu lesen und sich daran zu erinnern, dass ihr Ziel gerade ist, die Unabhängigkeit der Institution zu gewährleisten.

Unter einem konkreteren Gesichtswinkel bringt eine hierarchische Staatsanwaltschaft eine interne Aufsicht mit sich: der Staatsanwalt, der ein regionales Amt leitet³, ist verantwortlich

³ Art. 23 Abs. 2 Entwurf zum Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft.

für das gute Funktionieren seines Amtes und er hat darüber seinen Vorgesetzten Rechenschaft abzulegen. Der Generalstaatsanwalt-Stellvertreter wacht über die Arbeit der Magistraten des Zentralen Amtes und seines Personals. Der Generalstaatsanwalt legt Rechenschaft über die Tätigkeit der Mitarbeiter der Institution gegenüber der natürlichen Aufsichtsbehörde ab, dem Grossen Rat (über die Justizkommission).

Die Einführung einer vierten externen Kontrollinstanz würde keine zusätzliche Garantie darstellen. Dadurch würden die Kantonsrichter durch eine unnütze (weil schon von anderer Seite wahrgenommene) und (zufolge der Zahl und geographischen Verteilung der zu überwachenden Personen) komplexe Aufgabe belastet. Ab 2011 muss das Kantonsgericht ausser der Wahrnehmung seiner eigenen Aufgaben die Bezirksrichter überwachen (deren Zahl ansteigen wird), ebenso die Tätigkeit des Jugendgerichtes, des Straf- und Massnahmevollzuggerichtes und des Zwangsmassnahmegerichtes.

Das Kollegium der Staatsanwaltschaft wird in der Lage sein, die Entscheide beförderlich zu treffen, in Kenntnis der Sachlage, in einem einzigen Bereich, ohne Interessenkonflikt mit anderen Justizangehörigen, indem es die Überwachungspflichten wahrnimmt, die ihm der Gesetzesentwurf überträgt.⁴

Aus finanzpolitischer Sicht sind die zu erwartenden Synergien beschränkt durch das Erfordernis des Anscheins der Unabhängigkeit, welches das Bundesgericht stellt. Einsparungen sind möglich durch die Verwendung des gleichen Informatiksystems (was der Fall ist) und durch den Zugriff auf ein gemeinsames, administratives Generalsekretariat für alles, was nicht die Rechtsanwendung betrifft (was wir wünschen). Man kann vernünftigerweise annehmen, dass substantielle wirtschaftliche Vorteile andere Kantone, die zu ihren Finanzen Sorge tragen, überzeugt hätten.

Eine Gefahr, dass auf eine vom Grossen Rat gewählte unabhängige Behörde politischer Druck ausgeübt wird, ist kaum zu erwarten: obwohl die Staatsanwälte häufig Prozesse führten, bei denen diverse Parteiinteressen in Frage standen⁵, mussten die jetzigen Staatsanwälte nie geringsten Einflüssen von irgendwelchen Mächten oder politischen Organisationen widerstehen. Seit 2002 waren die Beziehungen zwischen dem Generalstaatsanwalt und der Justizkommission immer höflich und konstruktiv, und die Achtung der gegenseitigen Unabhängigkeit wurde nie in Frage gestellt. Was den Wahlmodus betrifft, bestehen für uns die gleichen Garantien wie bei den Kantonsrichtern.

Wenn das Risiko einer schädlichen politischen Beeinflussung nicht zu befürchten ist, gilt das Gleiche auch für die mögliche Einflussnahme durch einen externen Überwacher, der Zugang zu einem Dossier hat, über das er später entscheiden muss? In der Praxis ist es in der Tat häufig schwierig zu entscheiden, was unter die administrative Aufsicht fällt und was zur Rechtskontrolle gehört.⁶

Aus diesen Gründen und aus denen, welche vom Departement und vom Kantonalen Untersuchungsrichter dargelegt worden sind, schlagen wir Ihnen vor, der einhelligen Meinung zu folgen, welche die ausserparlamentarische Kommission unter dem Präsidium von Kantonsrichter Jérôme Emonet vertrat und die Grundlage des Ihnen vorgelegten Entwurfes

⁴ Art. 30 Abs. 2 Entwurf des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft; Art. 8 Abs. 1 Entwurf für das Einführungsgesetz zur Schweizerischen Strafprozessordnung.

⁵ Fälle Dorsaz, Casino de Saxon, Lawinen in Evolène, Leukerbad, Mörel, Vorauszahlungen der Arbeiten A9, CRPE (Ruhegehaltskasse).

⁶ Vgl. z.B. Beschwerden wegen Rechtsverweigerung oder Rechtsverzögerung.

bildet, dies indem Sie eine unabhängige, hierarchische und dezentrale Staatsanwaltschaft einführen, im Sinne von Art. 23 des Entwurfs zum Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft.⁷ Damit würden Sie sich auch der grossen Mehrheit der politischen Parteien, aber auch der unmittelbaren Nutzer der Justiz (Anwaltsverband, erstinstanzliche Richter) anschliessen, die sich mehrheitlich entsprechend haben vernehmen lassen.

Weitere Punkte

a)

Im Ziel, die Zeit der Magistraten zu schonen, ist es wünschbar, wenn die Kantonspolizei ermächtigt wird, im Auftrag der Staatsanwaltschaft Zeuginnen und Zeugen einzuvernehmen. Das Bundesrecht erlaubt eine solche Praxis⁸, sofern die fraglichen Angehörigen der Polizeikorps von den Kantonen bestimmt werden. Hiefür müsste eine klare gesetzliche Grundlage in Art. 35 des Einführungsgesetzes zur Strafprozessordnung verankert werden, um unliebsame Überraschungen zu vermeiden.

b)

Art. 36 des Entwurfs zum Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft behandelt die Rechte und Pflichten auf Information durch das Kantonsgericht. Es behandelt die Regeln, die diesbezüglich die Staatsanwaltschaft zu beachten hat, nicht.

Wenn diese Frage nicht in einem anderen in Vorbereitung stehenden Gesetz geregelt wird, wäre es wünschbar, wenn die Möglichkeit, zu orientieren, in Form einer gesetzlichen Grundlage im vorliegenden Gesetz der Staatsanwaltschaft übertragen würde. Die Details könnten in einem gemeinsamen Reglement mit dem Kantonsgericht geregelt werden.

c)

Betreffend Art. 38 des Entwurfs zum Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft kann man sich für die regionalen Staatsanwaltschaften fragen, ob die finanziellen Lasten von allen betroffenen Gemeinden und nicht bloss von den übrigen Gemeinden des Sitzbezirkes zu tragen seien. Es handelt sich dabei um eine politische Frage, auf die wir nur hinweisen möchten.

Indem wir Ihnen für die Aufmerksamkeit danken, die Sie einigen unserer Bemerkungen entgegen bringen, versichern wir Sie unserer vollen Verfügbarkeit für die Fortsetzung Ihrer Arbeiten und verbleiben mit vorzüglicher Hochachtung.

Jean-Pierre Gross

Generalsstaatsanwalt

⁷ Vgl. Rapport accompagnant les projets de loi mis en consultation S. 20.

⁸ Art. 142 Abs. 1 und 2 der Schweizerischen Strafprozessordnung.

Sion, le 18 août 2008

A l'attention
de la Commission de Justice
du Grand Conseil valaisan

Audition du 18 août 2008 à propos de l'unification des procédures civile et pénale et du nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

La Conférence des juges de première instance (CJPI) vous remercie de l'associer à la discussion parlementaire relative à l'élaboration de la législation découlant de l'unification des procédures civiles et pénales et du nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte.

1. Remarques générales

D'une manière générale, la CJPI a pris acte avec satisfaction que la plupart des options qu'elle a soutenues se retrouvent dans les projets issus de la procédure de consultation. Ainsi en va-t-il de l'indépendance du Ministère public, de la centralisation des juges des mesures de contrainte et des juges de l'application des peines et mesures et de l'abandon de l'autorité judiciaire de protection de l'enfant et de l'adulte.

2. Ministère public

Dans la mesure où cette question semble encore passablement discutée, la CJPI précise qu'elle a approuvé la mise en place d'un **ministère public totalement indépendant du Tribunal cantonal** à l'unanimité des membres présents lors de son assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2008. Cette question n'a pas fait l'objet de longues discussions parmi les juges de première instance pour qui la crédibilité de la future institution l'a emporté sur les considérations pratiques qui plaideraient en faveur de son rattachement administratif à l'ordre judiciaire.

Par ailleurs, le projet issu de la consultation contient une nouveauté en prévoyant un **secrétariat général commun** au Tribunal cantonal et au Ministère public (art. 34 P.L.O.J.). Bien que la CJPI comprenne le souci de *"rationaliser les coûts de fonctionnement des autorités judiciaires et du ministère public"* (Message du Conseil d'Etat du 25 juin 2008, p. 9) qui fonde cette proposition, elle ne peut s'empêcher de craindre que cette double subordination constitue une **source de difficultés** dans les relations entre le Tribunal cantonal et le Ministère public.

3. Tribunal social de première instance

La création d'un tribunal social de première instance a été abandonnée. La CJPI prend acte que cet abandon résulte *"de nombreuses oppositions émanant des milieux œuvrant au quotidien dans ces domaines"* (Enseignements de la procédure de consultation, p. 2). Dans la mesure où une modification

des institutions existantes n'est pas imposée par le droit fédéral et où les utilisateurs en sont satisfaits, les juges de première instance n'ont pas de raison d'aller à l'encontre de cet avis.

Cette renonciation implique cependant **d'examiner à nouveau les besoins en personnel des tribunaux de district** dont la charge de travail avait été réduite par la création d'un tribunal spécialisé. A cet égard, la CJPI s'est ralliée aux chiffres annoncés par le Ministère public et le Tribunal cantonal dans leurs rapports respectifs des 19 octobre et 15 novembre 2007. La CJPI est arrivée à la conclusion que la renonciation à la création d'un tribunal social de première instance implique, par rapport aux hypothèses posées dans ces rapports, que :

- l'instruction des affaires de droit du travail d'une valeur litigieuse de plus de 30'000 fr., qu'il était prévu d'attribuer au tribunal social de première instance, reste de la compétence du juge de district, soit une "non diminution" de la charge de travail de 370 heures par année ;
- le jugement des affaires de droit du travail d'une valeur litigieuse de plus de 30'000 fr., qui relève actuellement du Tribunal cantonal et qu'il était prévu d'attribuer au tribunal social de première instance, sera de la compétence du juge de district, soit une augmentation estimée à 460 heures par année (ce chiffre ne figure pas directement dans le rapport du Tribunal cantonal; il a été estimé sur la base des chiffres relatifs aux autres contestations civiles traitées par cette autorité en unique instance cantonale) ;
- l'instruction et le jugement des affaires de droit du bail, qu'il était prévu d'attribuer au tribunal social de première instance, restent de la compétence du juge de district, soit une "non diminution" de 1'490 heures par année.

Le total de 2'320 heures par année correspond à 1,5 "unité-juriste", soit 0,5 "unité-chancellerie". Au civil, on passe ainsi, pour les juges de district, à une augmentation de 7,3 "unités-juristes" et de 2,2 "unités-chancellerie". Les besoins supplémentaires des tribunaux de première instance (cf. Message p. 62) sont dès lors de **9,9 "unités-juristes"** (au lieu de 8,4) et de **2,5 "unités-chancellerie"** (au lieu de 2), au total (civil et pénal).

4. Calendrier

Les Code de procédure civile suisse (CPC) et Code de procédure pénale (CPP) suisses entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2011, soit une année après la date initialement prévue. Cela étant, il importe que le canton du Valais **ne relâche pas ses efforts** pour être prêt à temps, non seulement au niveau des textes législatifs d'application du droit fédéral, mais aussi des conditions matérielles (engagement du personnel, aménagement des locaux, installation des équipements, etc.) indispensables au bon fonctionnement des tribunaux et du Ministère public.

5. Dispositions transitoires pour la justice civile

En matière civile, la CJPI constate que son pronostic au sujet de l'interprétation des dispositions transitoires du CPC et de la Loi sur le Tribunal fédéral (LTF) se confirme (cf. III.2. P.LACPC; Message, p. 26). On peut donc d'ores et déjà prévoir qu'au 1^{er} janvier 2011, environ 150 affaires à juger devront être retournées par le Tribunal cantonal aux juges de district. La CJPI insiste dès lors pour que cette surcharge - certes temporaire (une à deux années) mais qui s'ajoute à l'augmentation structurelle de la charge de travail des tribunaux de première instance - soit prise en considération au moment d'**allouer à la justice les ressources nécessaires** (cf. dans ce sens Message p. 63 : *engagement d'un personnel d'appoint pendant un temps limité*). Du reste, plutôt qu'attendre le 1^{er} janvier 2011 pour renforcer les tribunaux de première instance, on pourrait accorder

dès maintenant au Tribunal cantonal des renforts extraordinaires, de manière à ce qu'un maximum d'affaires soient liquidées d'ici au 31 décembre 2010 et que le nombre de dossiers retournés aux juges de district en soit diminué d'autant.

Par ailleurs, la CJPI constate que, si l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012 du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte devait se confirmer (Message, p. 3), la loi d'application du code civil suisse (P.LACCS) ne pourra pas être appliquée telle quelle au 1^{er} janvier 2011. La mise en place d'un régime transitoire est nécessaire.

6. Traitement et prévoyance professionnelle des magistrats

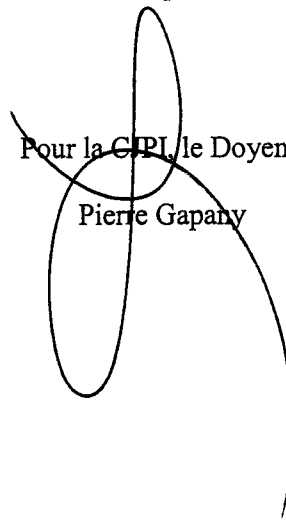
Les membres de la CJPI qui passeront de la fonction de juge d'instruction à celle de procureur, s'inquiètent de l'absence d'indication claire au sujet des conditions de leur **prévoyance professionnelle**. Ils souhaitent que des réponses précises leur soient apportées avant le 1^{er} janvier 2011.

Par ailleurs, la CJPI conteste toujours la **différence salariale qui est prévue entre les procureurs et leur substituts**. La même remarque vaut pour les frais de représentation. Subsidiairement, au cas où ces différences devraient être maintenues, la CJPI estime toujours qu'il n'y a pas de raison que le traitement du **doyen d'un tribunal de première instance** soit inférieur à celui d'un procureur.

Veuillez accepter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, les salutations distinguées des juges de première instance du canton du Valais.

Pour la CJPI, le Doyen :

Pierre Gapany





Kantonale Einführungsgesetzgebung zur Vereinheitlichung der Zivil- und Strafverfahren

Reorganisation der Strafverfolgungsbehörden

a) Eine gut funktionierende Justiz stellt eine Grundvoraussetzung für einen Rechtsstaat dar. Um dieser Aufgabe besser gerecht zu werden, ist das schweizerische Justizsystem in den letzten Jahren verschiedenen Reformen unterzogen worden. Sie haben zum Ziel gehabt, die Überlastung des Bundesgerichts zu reduzieren (Bundesgerichtsgesetz), das Zivilprozessrecht und das Strafprozessrecht zu vereinheitlichen (Zivil- und Strafprozessordnungen) sowie das Vormundschaftsrecht (Kindes- und Erwachsenenschutzrecht) zu modernisieren.

Die tiefgreifendsten Veränderungen für unsere Justizorganisation ergeben sich aus der Umsetzung der eidgenössischen Strafprozessordnung.

Wie in der Botschaft des Staatsrats (S. 5) ausgeführt wird, zielt die vorliegende Einführungsgesetzgebung darauf ab, die bestehenden kantonalen Institutionen in der kurzen Zeit, die zur Verfügung steht, lediglich dem zwingenden eidgenössischen Recht anzupassen, nicht aber, sie grundlegend zu reformieren. Es sei zweckmässiger, die Gerichtsorganisation nach dem Vorliegen von ersten Erfahrungen zu einem späteren Zeitpunkt umfassend zu überdenken.

b) Im Kanton Wallis verlangt das neue vereinheitlichte Strafprozessrecht den Wechsel vom Dreiparteiensystem (Untersuchungsrichter, Staatsanwalt, urteilender Richter) zum Zweiparteiensystem (Staatsanwalt und urteilender Richter). Es verlangt demzufolge die **Zusammenlegung der Funktionen der Untersuchungsrichter und jener der Staatsanwälte zu einer neuen Strafverfolgungsbehörde**. In Anlehnung an das Zürcher Modell wird diese neue Institution als Staatsanwaltschaft bezeichnet. Tatsächlich aber steht die alte Bezeichnung "Staatsanwaltschaft" für eine neue Institution, die zu ca. 90 % die Tätigkeiten der bisherigen Untersuchungsrichter (Strafuntersuchung) und zu ca. 10 % die Tätigkeit der bisherigen Staatsanwälte (Anklagevertretung) beinhaltet.

c) Art. 4 der Schweizerischen Strafprozessordnung (StPO) schreibt vor, dass die Strafbehörden in der Rechtsanwendung unabhängig sind. Unter den Strafbehörden, auf die diese Bestimmung anwendbar ist, fallen dabei nicht nur die Gerichte, sondern auch die Strafverfolgungsbehörden, insbesondere die Staatsanwaltschaft. Art 4 StPO hält dabei unmissverständlich fest, dass sich die Unabhängigkeit auf die Rechtsanwendung bezieht und damit auf die Tätigkeit der eigentlichen Strafverfolgung.

Hingegen schliesst die Unabhängigkeit, die den Strafverfolgungsbehörden zuerkannt wird, die administrative Aufsicht des Kantonsgerichts über die künftige Staatsanwaltschaft nicht aus. Denn es ist den Kantonen überlassen, in ihrer Ausführungsgesetzgebung zu bestimmen, wer diese Aufsicht wahrzunehmen hat: die Exekutive, die Judikative oder das Parlament.

d) aa) Im Entwurf des Staatsrats für die kantonale Ausführungsgesetzgebung ist vorgesehen, die künftige Staatsanwaltschaft nicht nur in der Rechtsanwendung, sondern auch administrativ vollständig unabhängig auszugestalten und sie als quasi vierte Gewalt im Staat zu etablieren. Das Kantonsgericht hingegen ist der Auffassung, dass die Justiz im Kanton Wallis nicht in zwei vollständig unabhängige Organisationen aufgespalten werden sollte. Dies aus folgenden Gründen:

1. Für die Probleme der Strafjustiz hatten Parlament und Justizkommission bis vor kurzem (1.7.2007) zwei Ansprechpartner in der Justiz, das Kantonsgericht und den kantonalen Untersuchungsrichter. Diese Regelung hat sich nicht bewährt und sie ist mit dem Gesetz betreffend die Änderung der Rechtspflegeordnung vom 9. November 2006 aufgegeben worden. Dies ist einer der Gründe, für die künftige Staatsanwaltschaft auf eine Organisation zu verzichten, die offensichtlich nicht funktioniert hat. Zwei unabhängige Justizorganisationen stellen die **Einheit der Justiz als dritte Gewalt** in Frage und haben zur Folge, dass die Justiz gegenüber den beiden anderen Gewalten, der Legislative und der Exekutive, aufgespalten wird und nach aussen nicht mehr mit einer einzigen Stimme sprechen kann.
2. Die Aufspaltung der heutigen Gerichtsorganisation in zwei unabhängige Institutionen wird die Entwicklung von **zwei "Unternehmenskulturen"** begünstigen und eine allfällige spätere Zusammenführung der beiden Institutionen im Rahmen der geplanten Verfassungsrevision zu einer einheitlichen Justizorganisation erheblich erschweren. Es kann hier auf die schwierige und langwierige Fusion von Kantonsgericht und Kantonalem Verwaltungsgericht ab dem Jahr 1993 verwiesen werden.
3. Die Strafuntersuchung wird ca. 90 % der künftigen Staatsanwaltschaft ausmachen, die Anklagevertretung ca. 10 %. Die Strafuntersuchung umfasst heute 31 Posten, wovon 16 Juristenposten, die Staatsanwaltschaft 8, wovon 6 Juristenposten. Es ist darum logischer und wirtschaftlicher, die 8 Posten der Staatsanwaltschaft in die bestehende Struktur der Untersuchungsrichterämter mit 31 Personen zu integrieren als die Staatsanwaltschaft mit 8 Personen als eine neue Organisation aufzubauen und darin die 31 Personen der Untersuchungsrichterämter zu integrieren.

4. Die Gefahr, dass versucht wird, auf die Eröffnung oder Einstellung eines Strafverfahrens oder auf die Anklageerhebung Einfluss zu nehmen, entfällt, wenn die Judikative Ernennungs- und Aufsichtsorgan der Staatsanwaltschaft ist.
5. Die Schaffung einer zweiten Behördenorganisation innerhalb der Justiz ist mit einem beachtlichen Verlust an Synergien (u.a. Schwächung des Pools der juristischen Einheiten) und mithin mit nicht unbeachtlichen jährlichen Mehrkosten verbunden, ohne dass dem ein Mehrwert gegenüber steht. Die Urteile und Entscheide werden zwar teurer, aber nicht besser.

bb) Die Argumente in der Botschaft des Staatsrates, die für eine vollständige und damit auch administrative Trennung von Gerichten und künftiger Staatsanwaltschaft vorgebracht werden, sind für das Kantonsgericht nicht schlüssig.

1. Einmal wird argumentiert, Art. 39 der Walliser Verfassung (KV) schreibe vor, dass die Staatsanwaltschaft durch den Grossen Rat gewählt werde. Die Wahl durch das Kantonsgericht oder ein anderes Organ sei demzufolge nicht zulässig. Diese Argumentation verschweigt, dass Art. 39 KV die heutige Staatsanwaltschaft als reine Anklagevertretung betrifft, die es im vereinheitlichten Strafprozess gar nicht mehr gibt. Die künftige Staatsanwaltschaft besteht wie erwähnt zu ca. 90 % aus der bisherigen Funktion der Untersuchungsrichter und lediglich zu ca. 10 % aus der bisherigen Funktion der Staatsanwälte als Anklagevertreter. Der weitaus grössere Teil der künftigen Staatsanwaltschaft stellt demzufolge sowohl von ihrer Herkunft (Untersuchungsrichterämter) als auch von ihrer Funktion (Strafuntersuchung) nicht mehr die in Art. 39 KV gemeinte Anklagevertretung dar, sondern eine vollständig neue Institution, die es bei der Schaffung von Art. 39 KV noch gar nicht gab und die mithin vom Gesetzgeber auch nicht gemeint sein konnte. Die Qualität der künftigen Staatsanwaltschaft ist eine ganz andere als die, von der Art. 39 KV spricht. Dazu kommt, dass es bei der Entstehung von Art. 39 KV im Jahre 1993 im ganzen Kanton 3 Staatsanwälte gab. Seit 2002 sind es 6. Die künftige Staatsanwaltschaft wird infolge der Zusammenlegung von Strafuntersuchung und Anklagevertretung mindestens 26 Juristenposten umfassen (6 Staatsanwälte, 14 Untersuchungsrichter, 2 Schreiber und 4 zusätzliche Juristen). Somit ist nicht nur die Funktion der künftigen Staatsanwälte nicht mehr die, die in Art. 39 KV angesprochen wird, sondern auch die Anzahl der Juristen, die diese Funktion - unter welchem Titel auch immer - ausüben werden, ist 9 mal so hoch wie ursprünglich und hat mit dieser Bestimmung kaum mehr etwas gemeinsam. Die Bestimmung von Art. 39 KV wird mit der Einführung der Schweizerischen Strafprozessordnung ihres Sinnes beraubt und ist demzufolge in jedem Fall zu revidieren.
2. Nach der Botschaft des Staatsrats hatte Art. 39 KV die Staatsanwälte im Auge, welche die Handlung der Staatsanwaltschaft steuerten und die Kriminalpolitik

des Kantons bestimmten. Dass die Staatsanwälte "die Handlung der Staatsanwaltschaft steuern", mag ja noch zutreffen, soweit diese die Anklagevertretung betrifft. Dass die Staatsanwälte die Kriminalpolitik des Kantons bestimmen, muss hingegen insoweit relativiert werden, als diese in ebenso wenn nicht in grösserem Umfang von den Untersuchungsrichterämtern und den Gerichten als auch vom zuständigen Departement und dem Staatsrat sowie dem Parlament bestimmt wird. Daraus ableiten zu wollen, die künftige Staatsanwaltschaft müsse vom Parlament gewählt werden, scheint darum etwas gewagt. Im Übrigen widerlegt der Vorschlag des Staatsrates selber dieses Argument, indem er für die Stellvertreter der Staatsanwälte, welche im Wesentlichen die gleiche Funktion ausüben wie die künftigen Staatsanwälte, nämlich das Untersuchen und das Anklagen, nicht die Wahl durch den Grossen Rat, sondern die Ernennung durch das Kollegium der Staatsanwaltschaft vorsieht.

3. Weiter wird in der Botschaft des Staatsrats (S. 8) ausgeführt: "Die Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft gegenüber der "Judikative" erweist sich auch aus dem Bundesrecht, präziser gesagt aus der StPO abgeleiteten Motiven als notwendig." (Botschaft des Staatsrats, S. 8). Man könne nicht die Staatsanwaltschaft auf organisatorischer Ebene dem Kantonsgericht unterstellen und ihre Unabhängigkeit gegenüber dem Kantonsgericht in der Ausübung des Beschwerderechts gegenüber Entscheiden des Kantonsgerichts anerkennen. Diese Aussage steht im klaren Widerspruch zum Gesetz und zum Willen des Bundesgesetzgebers. Dieser hat den Kantonen bei der Organisation ihrer Behörden einen grossen Handlungsspielraum einräumen wollen, damit sie bei der Ausgestaltung ihrer Behördenorganisation ihren spezifischen Bedürfnissen und Traditionen gerecht werden können. Dieser Handlungsspielraum soll es den Kantonen erlauben, die schweizerische Strafprozessordnung auf der Grundlage einer Behördenorganisation einzuführen, die den kantonalen Gegebenheiten Rechnung trägt (Botschaft zur Vereinheitlichung des Strafprozessrechts vom 21. Dezember 2005, S. 1135). Zum besseren Verständnis dieser Problematik hat das Kantonsgericht das Gutachten von Prof. Dr. Heinrich Koller, ehemaliger Direktor des Bundesamtes für Justiz, vom 4. Mai 2007 eingeholt. Ebenso hat es ein Gutachten der Universität Bern vom 20.10.2005 und eine Publikation von Prof. Samuel Schmid, Zürich, in AJP/PJA 6/2007 zur Kenntnis genommen. Nach allen dreien kann ein (Kantons-)Gericht ohne weiteres sowohl Ernennungs- als auch Aufsichtsbehörde über die Staatsanwaltschaft sein, ohne dass die Unabhängigkeit der Staatsanwaltschaft, die sich nach Art. 43 StPO ausdrücklich auf die Rechtsprechung beschränkt, beeinträchtigt wird.
4. Im Entwurf des Staatsrats wird versucht, die vorhersehbaren Mehrkosten, die bei der Schaffung von zwei vollständig unabhängigen Justizorganisationen entstehen werden, zu minimieren, indem für beide Organisationen ein gemeinsames Generalsekretariat vorgesehen wird. Ein Generalsekretariat, das für zwei

unabhängige Organisationen arbeitet und mithin für zwei unabhängige Entscheidungsträger, kann nur funktionieren, wenn diese Entscheidungsträger stets die gleiche Auffassung vertreten. Ein solches System ist zum Vornherein zum Scheitern verurteilt. Auch ein Generalsekretär kann nicht gleichzeitig zwei Herren dienen.

e) **Schlussfolgerung**

Erklärtes Ziel des Staatsrats ist es, im Hinblick auf die bereits geplante Verfassungsrevision betreffend das Kapitel Judikative die anstehenden Anpassungen der Behördenorganisation auf das zu beschränken, was vom Bundesrecht zwingend vorgeschrieben ist und im Übrigen den Status quo soweit als möglich beizubehalten. Mit dem vorliegenden Vorschlag wird diese Zielsetzung in keiner Art und Weise eingehalten, weil er eine grundlegende Neuordnung der Justizorganisation beinhaltet, die nicht notwendig aber teuer ist. Das Kantonsgericht kann mithin nur mit aller Deutlichkeit darauf hinweisen, dass das Bundesrecht keine administrativ unabhängige Staatsanwaltschaft verlangt, sondern lediglich eine Staatsanwaltschaft, die in der Rechtsanwendung unabhängig ist. Das Kantonsgericht hat diese Unabhängigkeit bis heute gegenüber allen erstinstanzlichen Richtern, die ihm (administrativ) unterstellt sind, einschliesslich den Strafuntersuchungsrichtern, stets zu respektieren gewusst ("Im Rahmen seiner rechtsprechenden Tätigkeit ist jeder Richter unabhängig und ausschliesslich dem Gesetz verpflichtet" - Art. 1 des Ausführungsreglements zum Gesetz über die Gerichtsbehörden). Es handelt sich dabei um eine Verfassungsgarantie (Art. 60 KV), die das Kantonsgerichts stets peinlich genau eingehalten hat. Es gibt keinerlei Anhaltspunkte, die zur Annahme berechtigen würden, es werde sich nicht auch gegenüber der künftigen Staatsanwaltschaft daran halten.

Abschliessend möchte das Kantonsgericht auf die Bedeutung dieser Reorganisation für die Justiz hinweisen und sowie auf die grosse Verantwortung, die das Parlament hier wahrzunehmen hat. Die zu fällenden Entscheide haben nicht nur Auswirkungen auf das Funktionieren der Justiz, sondern auch auf die Institution Justiz als solche. Gestützt auf ihre Kenntnisse und ihre Erfahrungen lehnen die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter eine übereilte Demontage der Justiz, die nur schwer wieder gut zu machen wäre, mit aller Entschiedenheit ab.



**Kantonale Einführungsgesetzgebung zur Vereinheitlichung der Zivil- und Strafverfahren
Reorganisation der Strafverfolgungsbehörden**

Entwurf zum Gesetz über die Gerichtsorganisation und die Organisation der Staatsanwaltschaft (Rechtspflegeorganisationsgesetz) (E.ROG)

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen die Artikel 122 Absatz 2 und 123 Absatz 2 der Bundesverfassung;
eingesehen die Artikel 31 Absatz 1 Ziffer 1, 42 Absatz 1, 60 und fortfolgende der Kantonsverfassung;
auf Antrag des Staatsrates;
verordnet:

Vorschlag Staatsrat	Vorschlag Kantonsgericht
3. Kapitel: Organisation der Gerichtsbehörden erster Instanz	3. Kapitel: Organisation der Gerichtsbehörden erster Instanz und der Staatsanwaltschaft
Art. 15 Richter und Richter-Stellvertreter erster Instanz	Art. 15 Richter erster Instanz sowie Staatsanwälte und Stellvertreter
¹ Das Kantonsgericht bestimmt die Anzahl der bei den Bezirksgerichten, dem Jugendgericht, dem Zwangsmassnahmengericht und dem Straf- und Massnahmenvollzugsgericht eingesetzten Richter. ² Das Kantonsgericht kann ausserdem: a) einen oder mehrere Richter mehreren Gerichten zuteilen; b) einen oder mehrere Richter in Teilzeit- oder Vollzeitbeschäftigung für die Behandlung von bestimmten Fällen einsetzen. ³ Die Entscheide des Kantonsgerichts hinsichtlich der gerichtlichen Organisation werden im Amtsblatt veröffentlicht. ⁴ Im Übrigen bestimmt das Kantonsgericht in einem Reglement die interne Organisation der Bezirksgerichte, des Jugendgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts und der Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts.	¹ Das Kantonsgericht bestimmt die Anzahl der bei den Bezirksgerichten, dem Jugendgericht, dem Zwangsmassnahmengericht, dem Straf- und Massnahmenvollzugsgericht und der Staatsanwaltschaft eingesetzten Richter, Staatsanwälte und Stellvertreter. ² Das Kantonsgericht kann ausserdem: a) einen oder mehrere Richter, Staatsanwälte oder Stellvertreter einem oder mehreren Gerichten oder Ämtern zuteilen. b) einen oder mehrere Richter, Staatsanwälte oder Stellvertreter in Teilzeit- oder Vollzeitbeschäftigung für die Behandlung von bestimmten Fällen einsetzen. ³ Die Entscheide des Kantonsgerichts hinsichtlich der Organisation werden im Amtsblatt veröffentlicht. ⁴ Im Übrigen bestimmt das Kantonsgericht in einem Reglement die interne Organisation der Bezirksgerichte, des Jugendgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts, des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts sowie der Staatsanwaltschaft.

Art. 16	Ausserordentliche Richter	Art. 16	Ausserordentliche Richter und Staatsanwälte
Im Verhinderungsfall, bei Ausstand oder aus einem anderen wichtigen Grund kann das Kantonsgericht zur Behandlung eines Falls auch einen ausserhalb den Gerichtsbehörden ausgewählten Bezirksrichter, Jugendrichter, Zwangsmassnahmenrichter oder Straf- und Massnahmenvollzugsrichter zum ausserordentlichen Richter ernennen. In diesem Fall muss der ausserordentliche Richter die Bedingungen von Artikel 25 erfüllen.		Im Verhinderungsfall, bei Ausstand oder aus einem anderen wichtigen Grund kann das Kantonsgericht zur Behandlung eines einzelnen Falls auch einen ausserhalb der Gerichtsbehörden oder der Staatsanwaltschaft ausgewählten Bezirksrichter, Jugendrichter, Zwangsmassnahmenrichter, Straf- und Massnahmenvollzugsrichter, Staatsanwalt oder Stellvertreter zum ausserordentlichen Richter, Staatsanwalt oder Stellvertreter ernennen. In diesem Fall muss der ausserordentliche Richter, Staatsanwalt oder Stellvertreter die Bedingungen von Art. 25 erfüllen.	
Art. 17	Gerichtsschreiber	Art. 17	Gerichtsschreiber und Schreiber
¹ Das Kantonsgericht ernennt die Gerichtsschreiber. Es holt die Vormeinung des Doyens des Bezirksgerichts, des Jugendgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts und des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts für die diese unterstützenden Gerichtsschreiber ein. ² Die Zuteilung und das Pflichtenheft der Gerichtsschreiber obliegen dem Kantonsgericht. ³ Ausser in Strafsachen kann das Gericht ohne Beizug eines Gerichtsschreibers gültig tagen. ⁴ Ein Gerichtsschreiber kann einen Bezirksrichter, einen Jugendrichter, einen Zwangsmassnahmenrichter und einen Straf- und Massnahmenvollzugsrichter vertreten. ⁵ Die Pflichten der Gerichtsschreiber werden im vorliegenden Gesetz und in seinen Ausführungsbestimmungen, in den Prozessordnungen sowie in den anderen Bestimmungen über die Rechtspflege umschrieben. Unter Vorbehalt des Bundesrechts ist die Führung des Protokolls von Instruktionssitzungen in der Regel durch das Kanzleipersonal unter der Verantwortung des Gerichtspräsidenten wahrzunehmen. Ausnahmsweise können Aufnahme- und Wiedergabegeräte gemäss einem vom Kantonsgericht zu erlassenden Reglement verwendet werden.		¹ Das Kantonsgericht ernennt die Gerichtsschreiber und Schreiber. Es holt die Vormeinung des Doyens des Bezirksgerichts, des Jugendgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts und des Straf- und Massnahmengerichts, des Generalstaatsanwalts oder des Staatsanwalts für die diese unterstützenden Gerichtsschreiber und Schreiber ein. ² Die Zuteilung und das Pflichtenheft der Gerichtsschreiber und Schreiber obliegen dem Kantonsgericht, soweit sie sich nicht aus der Gesetzgebung ergeben. ³ Die Staatsanwaltschaft kann ohne Beizug eines Gerichtsschreibers tagen, mit Ausnahme der Strafsachen ebenso das Gericht. ⁴ Ein Gerichtsschreiber kann einen Bezirksrichter, einen Jugendrichter, einen Zwangsmassnahmenrichter und einen Straf- und Massnahmenvollzugsrichter und ein Schreiber einen Staatsanwalt vertreten. ⁵ Die Pflichten der Gerichtsschreiber und Schreiber werden im vorliegenden Gesetz und seinen Ausführungsbestimmungen, in den Prozessordnungen sowie in den anderen Bestimmungen über die Rechtspflege umschrieben. Unter Vorbehalt des Bundesrechts ist die Führung des Protokolls von Instruktionssitzungen in der Regel durch das Kanzleipersonal unter der Verantwortung des Gerichtspräsidenten wahrzunehmen. Ausnahmsweise können Aufnahme- und Wiedergabegeräte gemäss einem vom Kantonsgericht zu erlassenden Reglement verwendet werden.	

Art. 18 Juristische Einheiten	Art. 18 Juristische Einheiten
--------------------------------------	--------------------------------------

¹ Auf Vorschlag des Kantonsgerichts und Bericht des Staatsrates legt der Grosse Rat das Maximum der juristischen Einheiten fest, indem er auf dem Beschlussweg die Anzahl der erstinstanzlichen Richter und der Gerichtsschreiber aller Gerichte bestimmt. ² Innerhalb der maximalen Beschränkung der juristischen Einheiten und im Rahmen des Budgets kann das Kantonsgericht die Anzahl der Gerichtsschreiber reduzieren und im Verhältnis dazu die Anzahl der erstinstanzlichen Richter erhöhen. Anschliessend entscheidet es über ihre Zuteilung entsprechend dem Artikel 15. ³ Artikel 39 Absatz 2 bleibt vorbehalten.	¹ Auf Vorschlag des Kantonsgerichts und Bericht des Staatsrats legt der Grosse Rat das Maximum der juristischen Einheiten fest, indem er auf dem Beschlussweg die Anzahl der erstinstanzlichen Richter, Staatsanwälte und Stellvertreter, der Gerichtsschreiber aller Gerichte und der Schreiber der Staatsanwaltschaft festlegt. ² Innerhalb der maximalen Beschränkung der juristischen Einheiten und im Rahmen des Budgets kann das Kantonsgericht die Anzahl der Gerichtsschreiber und Schreiber reduzieren und im Verhältnis dazu die Anzahl der erstinstanzlichen Richter, Staatsanwälte und Stellvertreter erhöhen. ³ Art. 39 bleibt vorbehalten.
---	--

5. Kapitel: Organisation der Staatsanwaltschaft	5. Kapitel: Organisation der Staatsanwaltschaft im Besonderen
--	--

Art. 23 Unabhängige, hierarchische und dezentrale Staatsanwaltschaft	Art. 23 Fachlich unabhängige, hierarchische und dezentrale Staatsanwaltschaft
---	--

¹ Für den gesamten Kanton wird eine unabhängige Staatsanwaltschaft geschaffen. ² Die kantonale Staatsanwaltschaft besteht aus einem zentralen Amt, mit Sitz in Sitten und drei regionalen Ämtern mit Sitz in Visp, Sitten und Saint-Maurice. ³ Das zentrale Amt wird vom Generalstaatsanwalt, unterstützt von einem Generalstaatsanwalt-Stellvertreter, geleitet. Jedes regionale Amt wird, unter Vorbehalt der Zuständigkeiten des Generalstaatsanwaltes, von einem Staatsanwalt geleitet. ⁴ Der Grosse Rat wählt und vereidigt den Generalstaatsanwalt, den Generalstaatsanwalt-Stellvertreter und die Staatsanwälte. Sie bilden das Kollegium der Staatsanwaltschaft. ⁵ Die Staatsanwaltschaft steht unter der Oberaufsicht des Grossen Rates. Sie stellt diesem ihren jährlichen Tätigkeitsbericht zu.	¹ Für den gesamten Kanton gibt es eine in der Rechtsanwendung unabhängige Staatsanwaltschaft. ² Die kantonale Staatsanwaltschaft besteht aus einem zentralen Amt mit Sitz in Sitten und drei regionalen Ämtern mit Sitz in Visp, Sitten und Saint-Maurice. ³ Das zentrale Amt wird in fachlicher Hinsicht vom Generalstaatsanwalt, unterstützt von einem Generalstaatsanwalt-Stellvertreter geleitet. Jedes regionale Amt wird unter Vorbehalt der Zuständigkeiten des Generalstaatsanwalts in fachlicher Hinsicht von einem Staatsanwalt geleitet. ⁴ Der Grosse Rat wählt und vereidigt den Generalstaatsanwalt und den Generalstaatsanwalt-Stellvertreter. ⁵ Die administrative Leitung der Staatsanwaltschaft obliegt dem Kantonsgericht, das Kompetenzen an den Generalstaatsanwalt und die
--	---

	Staatsanwälte delegieren kann.
--	--------------------------------

Art. 24 Interne Organisation	Art. 24 Interne Organisation
-------------------------------------	-------------------------------------

¹ Auf Vorschlag des Generalstaatsanwalts und Bericht des Staatsrates legt der Grosse Rat auf dem Beschlussweg die Anzahl Stellvertreter und Schreiber fest (Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft). ² Das Kollegium der Staatsanwaltschaft: a) ernennt die Stellvertreter, die Schreiber und das Kanzleipersonal und entscheidet über ihre Zuteilung zu den Ämtern; b) kann einen oder mehrere Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft mehreren Ämtern zuteilen; c) kann innerhalb der Grenzen der maximalen Mitarbeiterzahl der Staatsanwaltschaft und des Budgets die Zahl der Schreiber senken und verhältnismässig die Zahl der Stellvertreter erhöhen. Vorbehalten bleibt überdies Artikel 39 Absatz 2; d) ernennt im Verhinderungsfall, bei Ausstand oder aus einem anderen wichtigen Grund zur Behandlung eines Falls einen ausserordentlichen Staatsanwalt ausserhalb der Staatsanwaltschaft. In diesem Fall hat der ausserordentliche Staatsanwalt die Anforderungen von Artikel 25 zu erfüllen, oder aber über die im Zusammenhang mit der zu behandelnden Sache notwendigen speziellen Kenntnisse zu verfügen. ³ Die Entscheide des Kollegiums der Staatsanwaltschaft hinsichtlich der Organisation werden im kantonalen Amtsblatt veröffentlicht.	Bei Entscheiden, die die Staatsanwaltschaft betreffen, nimmt der Generalstaatsanwalt oder sein Stellvertreter als gleichberechtigtes Mitglied Einsitz in das jeweilige Entscheidungsorgan des Kantonsgerichts.
---	---

6. Kapitel: Ausübung der Tätigkeit als Richter, Staatsanwalt oder Stellvertreter	6. Kapitel: Ausübung der Tätigkeit als Richter, Staatsanwalt oder Stellvertreter
---	---

Art. 30 Aufsicht	Art. 30 Aufsicht
¹ Das Kantonsgericht übt die Aufsicht aus über die Gerichtsmagistrate, die Ersatzrichter und Substituten, die Gerichtsschreiber und das Kanzleipersonal. Es ist zuständig, disziplinarische Massnahmen auszusprechen. ² Das Kollegium der Staatsanwaltschaft übt in gleicher Weise die Aufsicht aus über die Stellver-	Das Kantonsgericht übt die administrative Aufsicht aus über die Bezirksrichter, Jugendrichter, Zwangsmassnahmenrichter, Straf- und Massnahmenvollzugsrichter, die Staatsanwälte, Ersatzrichter, Substitute und Stellvertreter, Gerichtsschreiber, Schreiber und das Kanzleipersonal. Es ist zuständig, disziplinarische Massnahmen auszusprechen. Streichen.

treter, die Schreiber und das Kanzleipersonal.	
--	--

7. Kapitel: Verschiedene Bestimmungen, Schluss- und Übergangsbestimmungen	7. Kapitel: Verschiedene Bestimmungen, Schluss- und Übergangsbestimmungen
--	--

Art. 34 Gemeinsames Generalsekretariat	Art. 34 Generalsekretariat
--	--

¹ Das Kantonsgericht und das Kollegium der Staatsanwaltschaft verfügen über ein gemeinsames Generalsekretariat, welches sie in der allgemeinen Verwaltung, insbesondere in den Bereichen Personal, Räumlichkeiten, Ausrüstung, Informatik, Buchführung und Vorbereitung des Budgets unterstützt. ² Das Kantonsgericht und das Kollegium der Staatsanwaltschaft legen die Organisation des gemeinsamen Generalsekretariates und seine Kompetenzen in einem Reglement fest.	Das Kantonsgericht verfügt über ein Generalsekretariat, welches es in der allgemeinen Verwaltung, insbesondere in den Bereichen Personal, Räumlichkeiten, Ausrüstung, Informatik, Buchführung und Vorbereitung des Budgets unterstützt. Streichen.
---	--

Art. 37 Budgetkredite	Art. 37 Rechnungswesen
-------------------------------------	--------------------------------------

¹ Das Kantonsgericht, beziehungsweise die Staatsanwaltschaft, verfügt über die ihnen vom Grossen Rat genehmigten Kredite für die Verwaltung der Justiz. ² Das Rechnungswesen untersteht der Kontrolle des Finanzinspektorates, soweit es die Oberaufsicht des Grossen Rates verlangt.	¹ Das Kantonsgericht verfügt über die vom Grossen Rat genehmigten Kredite für die Verwaltung der Justiz. ² Das Rechnungswesen untersteht der Kontrolle des Finanzinspektorates, soweit es die Oberaufsicht des Grossen Rates verlangt.
---	--

Art. 39 Kanzleipersonal	Art. 39 Kanzleipersonal
---------------------------------------	---------------------------------------

¹ Das Kanzleipersonal der Gerichte wird durch das Kantonsgericht ernannt, dasjenige der Staatsanwaltschaft durch das Kollegium der Staatsanwaltschaft. Das Kanzleipersonal unterliegt den Bestimmungen, welche das Dienstverhältnis der Beamten und Angestellten des Staates festlegen. Die Bezirksrichter, die Jugendrichter, die Richter des Zwangsmassnahmengerichts und des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts sowie die Staatsanwälte schlagen das für ihren Sitz zu ernennende Personal vor. ² Im Rahmen des Budgets kann das Kantonsgericht beziehungsweise die Staatsanwaltschaft eine gemäss Organigramm dem Kanzleipersonal zugeteilte Stelle in eine Stelle als Gerichtsschreiber,	¹ Das Kanzleipersonal der Gerichte und der Staatsanwaltschaft wird durch das Kantonsgericht ernannt. Das Kanzleipersonal unterliegt den Bestimmungen, welche das Dienstverhältnis der Beamten und Angestellten des Staates festlegen. Die Bezirksrichter, die Jugendrichter, die Richter des Zwangsmassnahmengerichts und des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts sowie die Staatsanwälte schlagen das für ihren Sitz zu ernennende Personal vor. ² Im Rahmen des Budgets kann das Kantonsgericht eine gemäss Organigramm dem Kanzleipersonal zugeteilte Stelle in eine Stelle als Gerichtsschreiber, als Schreiber, eines erstinstanzlichen
--	--

eines erstinstanzlichen Richters oder eines Stellvertreters umwandeln.	Richters, eines Staatsanwalts oder eines Stellvertreters umwandeln.
--	---

Art. 42 Archive	Art. 42 Archive
------------------------	------------------------

¹ Das Kantonsgericht ordnet durch ein Reglement die Organisation und Einrichtung der Gerichtsarchive.	Das Kantonsgericht ordnet durch ein Reglement die Organisation und Einrichtung der Archive der Gerichte und der Staatsanwaltschaft.
² Die Staatsanwaltschaft ordnet durch ein Reglement die Organisation und Einrichtung ihres Archivs.	Streichen.

Art. 43 Reglemente des Kantonsgerichtes und des Kollegiums der Staatsanwaltschaft	Art. 43 Reglemente des Kantonsgerichtes
--	--

¹ Das Kantonsgericht beschliesst in einem Reglement die Bestimmungen über seine interne Organisation, jene der Bezirksgerichte, des Jugendgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts und des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts.	Das Kantonsgericht bestimmt in einem Reglement seine interne Organisation, jene der Bezirksgerichte, des Jugendgerichts, des Zwangsmassnahmengerichts, des Straf- und Massnahmenvollzugsgerichts und der Staatsanwaltschaft.
² Das Kollegium der Staatsanwaltschaft beschliesst in einem Reglement die Bestimmungen über seine interne Organisation.	Streichen.
³ Die vom Kantonsgericht und dem Kollegium der Staatsanwaltschaft unter Anwendung des vorliegenden Gesetzes erlassenen Reglemente werden dem Grossen Rat, zusammen mit einer Botschaft, einem Bericht des Staatsrates und einer Vormeinung der Justizkommission, zur Genehmigung unterbreitet.	Streichen.



**Kantonale Einführungsgesetzgebung zur Vereinheitlichung der
Zivil- und Strafverfahren**

Zu einzelnen Bestimmungen

Art. 25 E.ROG

Art. 25 E.ROG umschreibt die Voraussetzung der Wählbarkeit der Magistraten der Justiz sowie der Gerichtsschreiber und Schreiber (Anwaltsdiplom (Abs. 1) oder Nachweis gleichwertiger Ausbildung und Erfahrung (Abs. 2)). Für die Schreiber bei der Staatsanwaltschaft kann von dieser Voraussetzung abgewichen werden (Abs. 3).

Im Ergebnis wird damit das Institut der "Untersuchungsbeamten" eingeführt (Botschaft S. 8), allerdings mit dem Statut und der Entlohnung eines Gerichtsschreibers bzw. Schreibers. Die Funktion der Gerichtsschreiber bzw. Schreiber wird damit entwertet und die Funktion der Untersuchungsbeamten überbewertet.

Art. 43 E.ROG

Auf die Genehmigung der Reglemente des Kantonsgerichts durch den Grossen Rat kann verzichtet werden. Verwiesen wird auf die Vernehmlassung des Kantonsgerichts vom 29. Februar 2008, S. 4 f..

Art. 6 Abs. 4 lit. b E.EGStPO

Im Aussenverhältnis sollte die Justiz nur mit einer Stimme sprechen. Dies gilt auch für Vernehmlassungsverfahren. Auf die Bestimmung von Art. 6 Abs. 4 lit b E.EGStPO ist deshalb zu verzichten.

Art. 8 Abs. 1 E.EGStPO

Wird die künftige Staatsanwaltschaft administrativ der gemeinsamen Führung von Kantonsgerichts und Generalstaatsanwalt bzw. Generalstaatsanwalt-Stellvertreter unterstellt, ist Art. 8 Abs. 1 E.EGStPO wie folgt anzupassen:

Unter Vorbehalt der Zuständigkeit des Kantonsgerichts und des Generalstaatsanwalts wacht der Staatsanwalt über den guten Gang seines Amtes und übernimmt die Verantwortung für seine administrative Führung. ...

Art. 36 und 37 E.EGStPO

Die Genehmigung der Einstellungs- und Nichtanhandnahmeverfügungen sowie der Sistierungen gemäss Art. 36 E.EGStPO und der Strafbefehle nach Art. 37 E.EGStPO stellen aufwändige Doppelspurigkeiten dar. Sie ist zu überprüfen.

Gesetz über das Gehalt der Gerichtsbehörden vom 28. Mai 1980

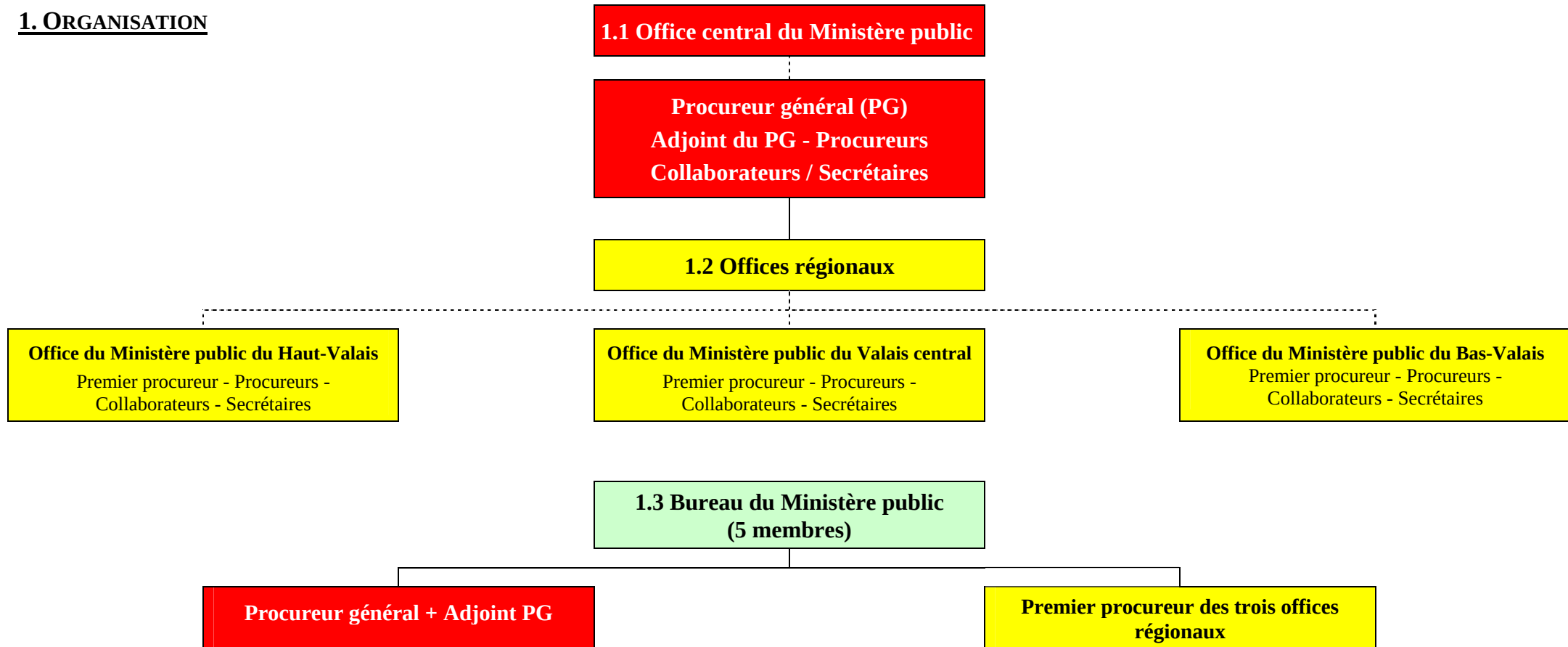
Die vom Staatsrat vorgeschlagenen Änderungen lassen das Postulat Nr. 3 der Kommission Strukturelle Massnahmen sowie die Motion Nr. 1.115 vom 7.11.2006 unberücksichtigt. Darüber hinaus begründen sie ein Ungleichgewicht in der Entlohnung verschiedener Funktionen innerhalb der Justiz, das nicht hingenommen werden kann. Im Einzelnen wird auf die Vernehmlassung des Kantonsgerichts vom 29. Februar 2008, S. 8 f. verwiesen.

E.EGZPO - Übergangsmodalitäten hängiger Fälle

Es wird auf die Vernehmlassung des Kantonsgerichts vom 29. Februar 2008, S. 10 f. verwiesen.

LE MINISTERE PUBLIC SELON LE PROJET DE LA COMMISSION DE JUSTICE

1. ORGANISATION



2. MODE DE DESIGNATION

- 2.1 Election par le Grand Conseil du **bureau du Ministère public**
- 2.2 Nomination par le bureau du Ministère public des procureurs, des collaborateurs, des secrétaires



Monsieur Michel Perrin
Chef du Service juridique et
administratif des institutions
Avenue de la Gare 39
1950 Sion

Par porteur

Sion, le 19 août 2008

Secrétariat du Ministère public

Monsieur le Chef de service,

Je réponds à votre courriel de ce jour.

Les tâches du Secrétaire général de la Justice actuel sont décrites à l'article 23d ROT. Elles sont dispensées notamment au Tribunal cantonal, à l'Instruction pénale, aux Juges de districts, aux Juges des mineurs et aux Juges d'application des peines. Ce qui représente, à quelques unités près, dix-neuf sites, quarante-huit juges, treize assesseurs, cinquante greffiers et une fois autant de secrétaires.

Les compétences, les activités et les besoins de ces différentes autorités varient, ce qui multiplie les tâches administratives.

Tel qu'il est prévu dans le projet du Conseil d'Etat, le futur Ministère public sera réparti sur trois sites, emploiera vingt-quatre juristes et vingt secrétaires. L'activité sera identique dans les quatre offices, au moins en grande partie pour l'Office central.

Première conclusion : il ne se justifie pas de créer un Secrétariat général sur le modèle de celui existant dans l'ordre judiciaire. Les tâches administratives qui auraient pu être exécutées pour notre compte par ce Secrétariat seront principalement prises en charge par le secrétariat de l'Office central, et, pour ce qui les concerne directement, par les secrétariats régionaux.

L'analyse des besoins de la future institution en termes de personnel de secrétariat a été présentée dans le rapport que le soussigné a établi le 30 octobre 2007 à la demande de Monsieur le Conseiller Jean-René Fournier. Je me permets de vous y renvoyer (p. 7 et 8, ch. V). Cette analyse a été exécutée, en collaboration avec le Juge d'instruction cantonal, à un moment où il n'était pas encore question de recourir aux services du Secrétaire général de la Justice. A mon sens, elle a conservé toute son actualité.

Je suggérerai tout au plus la nuance suivante : cette étude d'octobre 2007 est fondée sur les besoins actuels de l'instruction pénale. Si l'on veut tenir compte du fait que le Secrétaire général ne dispensera plus ses services à cette institution, on rajoutera au grand maximum un demi poste de secrétariat à l'Office central. Du point de vue du traitement, il s'agit d'un poste de secrétaire, pas de Secrétaire général.

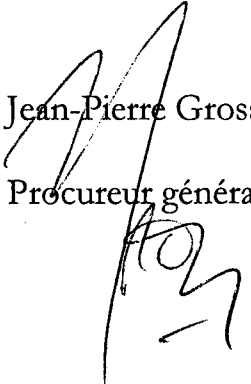
Deuxième conclusion : renoncer à recourir aux services du Secrétaire général de la justice entraînera une augmentation de zéro à un demi poste de secrétaire traditionnelle.

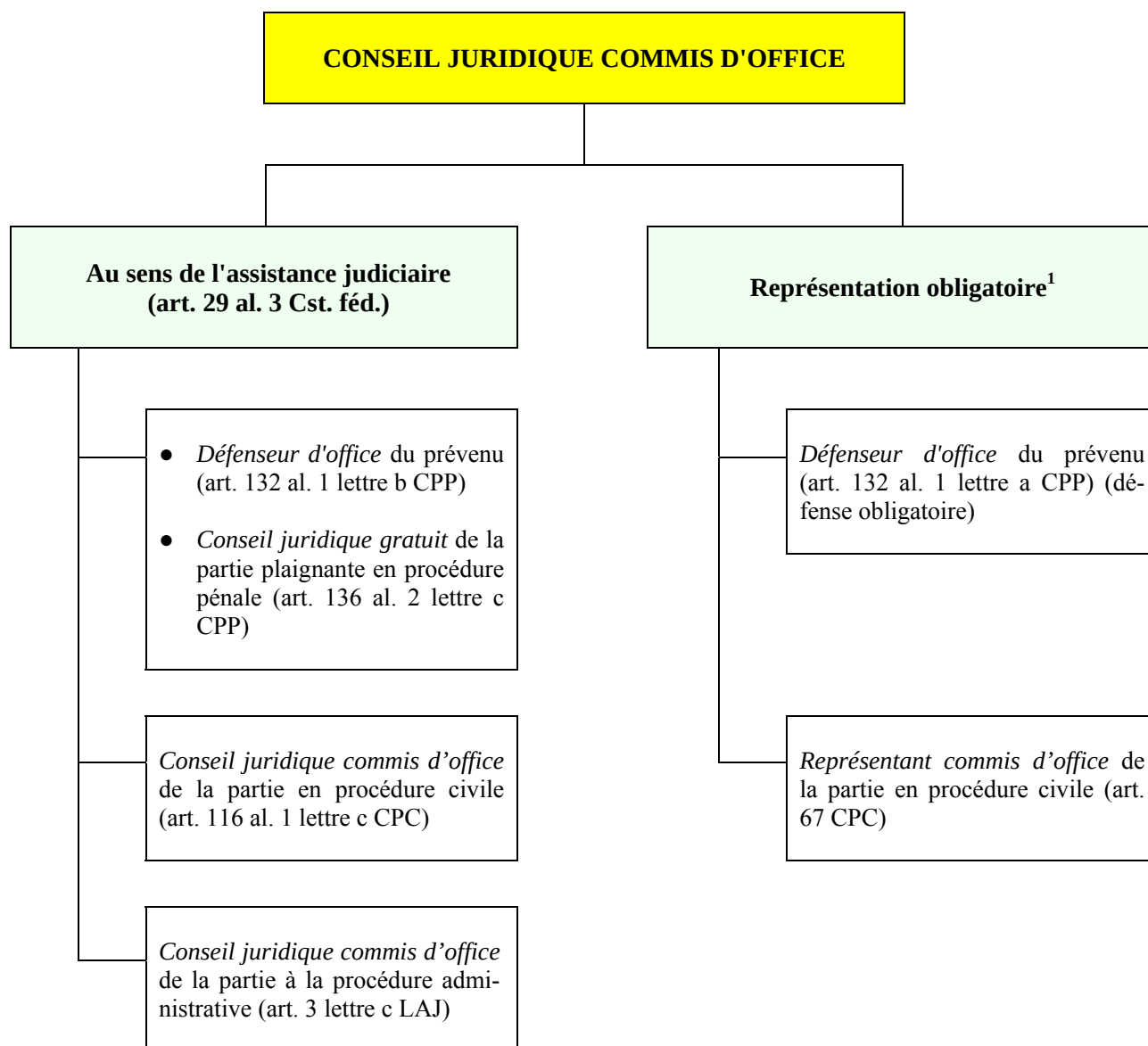
Avant de conclure, je me permets de rappeler que l'évaluation qui précède suppose la réalisation de deux conditions :

- l'existence d'une base légale solide permettant la délégation de l'audition des témoins à la police cantonale ; à défaut, cette tâche dévoreuse de temps sera assumée par les procureurs eux-mêmes, assistés d'une secrétaire ;
- l'assurance de la collaboration de l'informaticien du Tribunal cantonal pour quelques petites tâches spécifiques dans l'exploitation du programme Tribuna (interface avec la société Delta Logic) ; en revanche, le travail de fond (maintenance, mise à jour des logiciels etc...) sera exécuté par le Service informatique du canton.

Espérant avoir répondu à votre attente, je vous assure, Monsieur le Chef de Service, de mes sentiments les meilleurs.

Jean-Pierre Gross
Procureur général





Dans un souci de simplification et afin de se conformer au droit fédéral, le terme "*conseil juridique commis d'office*" a été privilégié à celui d'avocat d'office dans la LAJ. La notion d' "*avocat d'office*" aurait pu prêter à confusion. En effet, actuellement, selon la conception du droit valaisan, l'avocat d'office concerne l'avocat institué selon la loi sur l'assistance judiciaire et administrative (LAJA) et le défenseur d'office, le défenseur commis en cas de défense obligatoire (CPP/VS). Dans tous les cas, il s'agit toutefois d'avocats en Valais.

Sion, le 21 août 2008/MP/SN/nf

¹ Concours de l'avocat imposé par l'Etat à une partie qui refuse de se faire assister d'un avocat de son choix. La représentation obligatoire est conçue tant dans l'intérêt du particulier que de celui du bon fonctionnement de la Justice